

Offre Publique d'Acquisition

de

Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl, Schaffhouse, Suisse

pour toutes les actions nominatives en mains du public d'une
valeur nominale de CHF 32.50 chacune

de

Schaffner Holding SA, Luterbach, Suisse

Prix de l'Offre :	<p>Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl (l'"Offrante" ou "TE") offre CHF 505.00 nets en espèces par action nominative de Schaffner Holding SA (la "Société" ou "Schaffner") d'une valeur nominale de CHF 32.50 chacune (les "Actions Schaffner", et chacune individuellement une "Action Schaffner").</p> <p>Le Prix de l'Offre (tel que défini dans la Section A3 (<i>Prix de l'Offre</i>) ci-dessous) sera réduit du montant brut de tout effet dilutif affectant les Actions Schaffner avant l'exécution de l'Offre (l'"Exécution"). Sont notamment considérés comme effets dilutifs, les dividendes et autres distributions de toute nature, les scissions par division et scissions par séparation, les fusions et opérations similaires, les ventes d'actifs à un prix inférieur au prix du marché ou les achats d'actifs à un prix supérieur au prix du marché, les augmentations de capital et la vente d'actions propres à un prix d'émission ou de vente par Action Schaffner inférieur au Prix de l'Offre (tel que défini dans la Section A3 (<i>Prix de l'Offre</i>) ci-dessous), l'acquisition d'Actions Schaffner par la Société ou l'une de ses filiales (chaque filiale directe ou indirecte de la Société ou de l'Offrante ci-après une "Filiale" ; la Société avec ses Filiales, le "Groupe Schaffner" et l'Offrante avec ses sociétés mères directes et indirectes et ses Filiales, le "Groupe Offrant"), à un prix supérieur au Prix de l'Offre (tel que défini dans la Section A3 (<i>Prix de l'Offre</i>) ci-dessous), l'émission par la Société ou l'une de ses Filiales d'options, de bons de souscription (<i>warrants</i>), de droits de conversion ou d'autres droits de toute nature d'acquérir ou de souscrire des Actions Schaffner ou d'autres titres de participation de la Société, ainsi que les remboursements de capital sous quelque forme que ce soit.</p>
--------------------------	---

Période d'Offre :	Du 13 octobre 2023 au 10 novembre 2023, 16:00 heures, heure d'Europe centrale (HEC) (sous réserve d'une prolongation de la Période d'Offre).
Conseiller financier :	Enqcor SA, Zurich (" Enqcor ")
Banque mandatée :	Banque Cantonale de Zurich, Zurich (" ZKB ")

Actions nominatives de Schaffner Holding SA **non apportées** (première ligne de négoce)

Numéro de valeur :	ISIN :	Symbole de valeur :
906209	CH0009062099	SAHN

Actions nominatives de Schaffner Holding SA **apportées** (deuxième ligne, pas de négoce)

Numéro de valeur :	ISIN :	Symbole de valeur :
129873386	CH1298733861	n/a

Prospectus d'offre du 28 septembre 2023 ("**Prospectus d'Offre**")

Restrictions à l'Offre

En général

L'offre publique d'acquisition faisant l'objet du présent Prospectus d'Offre ("Offre") n'est et ne sera faite, directement ou indirectement, dans aucun pays ou juridiction dans lequel l'émission ou l'acceptation d'une telle Offre serait considérée comme illicite ou enfreindrait de toute autre manière les lois ou les réglementations en vigueur dans ces juridictions, ou qui exigerait un enregistrement, une approbation ou toute autre mesure non expressément prévus par le présent Prospectus d'Offre de la part d'un régulateur, ou qui exigerait, de la part de l'Offrante ou l'une de ses Filiales, une modification ou un aménagement des termes ou des conditions de l'Offre de quelque manière que ce soit, la soumission d'une requête supplémentaire auprès d'une quelconque autorité gouvernementale, d'un régulateur ou d'une autre autorité, ou des démarches supplémentaires en relation avec l'Offre, et les Actions Schaffner ne seront pas acceptées à l'achat de la part ou pour le compte de personnes dans ces pays ou juridictions. Il n'est pas envisagé d'étendre l'Offre à un tel pays ou une telle juridiction. Les personnes qui obtiennent et/ou qui entrent en possession du présent Prospectus d'Offre sont tenues de prendre connaissance de, et de respecter, toutes ces restrictions et d'obtenir les autorisations ou consentements éventuellement requis. Aucun document relatif à l'Offre ne doit être distribué ou envoyé dans de tels pays ou juridictions et ne doit être utilisé pour solliciter l'acquisition de titres de participation de la Société par des personnes ou entités résidant ou incorporées dans de tels pays ou juridictions. Toute personne (y compris, sans limitation, les dépositaires, les *nominees* et les *trustees*) qui a l'intention de transmettre le présent Prospectus d'Offre ou tout autre document y relatif vers une juridiction autre que la Suisse doit lire attentivement la présente section "Restrictions à l'Offre" avant d'entreprendre toute action. La distribution de ce Prospectus d'Offre dans des juridictions autres que la Suisse peut être restreinte par la loi et, par conséquent, les personnes en possession du présent Prospectus d'Offre doivent s'informer au sujet de ces restrictions et les respecter. Une violation de ces restrictions pourrait constituer une violation des lois sur les valeurs mobilières en vigueur dans de telles juridictions.

Toute acceptation de l'Offre découlant d'une promotion active en violation des restrictions susmentionnées, ou de toute autre violation de ces restrictions, ne sera pas acceptée.

Selon le droit suisse, les Actions Schaffner apportées à l'Offre ne peuvent, en principe, pas être retirées après qu'elles aient été apportées, sous réserve de certains cas particuliers, notamment en cas de lancement d'une offre concurrente pour les Actions Schaffner. Le présent Prospectus d'Offre a été préparé en conformité avec le droit suisse, et les informations qu'il contient peuvent ne pas correspondre à celles qui auraient été publiées si ce Prospectus d'Offre avait été préparé en conformité avec le droit d'un pays autre que la Suisse.

L'acceptation de l'Offre par des personnes résidant dans un pays autre que la Suisse peut être sujette à des obligations et restrictions particulières. Il relève de la seule responsabilité des destinataires de l'Offre de se conformer à ces règles et de se familiariser avec celles-ci et leur mise en œuvre avant d'accepter l'Offre, sur la base des recommandations de leurs propres conseillers.

Sauf dans les cas où la loi l'exige, le présent Prospectus d'Offre ne sera pas complété ou mis à jour sur la base d'états financiers, rapports intermédiaires, rapports semestriels ou d'autres communiqués boursiers qui seraient publiés par la Société suite à la date du présent Prospectus d'Offre et l'Offrante ne fera par ailleurs pas de communication séparée au sujet de la publication par la Société de tels états financiers, rapports intermédiaires, rapports semestriels ou autres communiqués boursiers.

Toutes les informations financières et autres informations concernant la Société présentées dans le présent Prospectus d'Offre ont été extraites, et préparées exclusivement sur la base, d'informations disponibles publiquement, y compris le rapport annuel relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2022, le rapport semestriel au 31 mars 2023, les états financiers intermédiaires au 30 juin 2023, d'autres communiqués boursiers publiés par la Société et d'autres informations disponibles publiquement. Par conséquent, l'Offrante décline toute responsabilité relative à ces informations, sous réserve de leur reproduction fidèle dans le présent Prospectus d'Offre.

Notice to U.S. Holders

Shareholders of the Company in the United States (the "**U.S.**") are advised that the registered shares of the Company are not listed on a U.S. securities exchange and that the Company is not subject to the periodic reporting requirements of the U.S. Securities Exchange Act of 1934, as amended (the "**Exchange Act**"), and is not required to, and does not, file any reports with the U.S. Securities and Exchange Commission (the "**SEC**") thereunder.

The Offer is being made for the registered shares of the Company, a Swiss company whose shares are listed on the SIX Swiss Exchange Ltd. ("**SIX**"), and is subject to Swiss disclosure and procedural requirements, which are different from those of the United States.

The Offer is being made in the United States pursuant to Section 14(e) of, and Regulation 14E under, the Exchange Act, subject to the exemption provided under Rule 14d-1(c) under the Exchange Act for a tier I tender offer (the "**Tier I Exemption**"), and otherwise in accordance with the requirements of Swiss law. Accordingly, the Offer is subject to disclosure and other procedural requirements, including with respect to withdrawal rights, Offer timetable, settlement procedures, waiver of conditions, timing of payments and procedural requirements that are different from those applicable under U.S. tender offer procedures and laws. Holders of Schaffner Shares resident in the United States (each a "**U.S. Holder**") are urged to consult with their own legal, financial and tax advisors (including with respect to Swiss law) regarding the Offer.

To the extent permissible under applicable law or regulations, the Offeror and its affiliates or its brokers and its brokers' affiliates (acting as agents for the Offeror or its affiliates, as applicable) may from time to time after the date of this Offer Prospectus and during the pendency of the Offer, and other than pursuant to the Offer, directly or indirectly purchase or arrange to purchase Schaffner Shares or any securities that are convertible into, exchangeable for or exercisable for Schaffner Shares. These purchases may occur either in the open market at prevailing prices or in private transactions at negotiated prices. To the extent information about such purchases or arrangements to purchase is made public in Switzerland, such information will be disclosed by means of a press release or other means reasonably calculated to inform U.S. Holders of the Company of such information. In addition, the financial advisers to the Offeror may also engage in ordinary course trading activities in securities of the Company, which may include purchases or arrangements to purchase such securities. To the extent required in Switzerland, any information about such purchases will be made public in Switzerland in the manner required by Swiss law.

In particular, the financial information, any financial statements or figures included or referenced in this Offer Prospectus have been prepared in accordance with the applicable accounting standards of, or recognized in, Switzerland, which may not be comparable to the financial statements or financial information of U.S. companies. The Offer is being made to U.S. Holders on the same terms and conditions as those made to all other shareholders of the Company to whom an offer is made. Any informational documents, including this Offer Prospectus, are being disseminated to U.S. Holders on a basis comparable to the method that such documents are provided to the Company's other shareholders.

As permitted under the Tier I Exemption, the settlement of the Offer is based on the applicable Swiss law provisions, which differ from the settlement procedures customary in the United States, particularly as regards to the time when payment of the consideration is rendered. The Offer, which is subject to Swiss law, is being made to U.S. Holders in accordance with the applicable U.S. securities laws, and applicable exemptions thereunder, in particular the Tier I Exemption. To the extent the Offer is subject to U.S. securities laws, those laws only apply to U.S. Holders of Schaffner Shares and will not give rise to claims on the part of any other person. U.S. Holders should consider that the Offer Price for the Offer is being paid in CHF and that no adjustment will be made based on any changes in the exchange rate.

It may be difficult for the Company's shareholders to enforce their rights and any claim they may have arising under the of U.S. federal securities laws, since the Offeror and the Company are located in a non-U.S. jurisdiction, and some or all of their officers and directors may be residents of a non-U.S. jurisdiction. Company shareholders may not be able to sue the Offeror or the Company or their officers or directors in a non-U.S. court for violations of the U.S. securities laws. Further, it may be difficult to compel the Offeror and the Company and their respective affiliates to subject themselves to a U.S. court's judgment.

The receipt of cash pursuant to this Offer by a U.S. Holder may be a taxable transaction for U.S. federal income tax purposes and under applicable U.S. state

and local laws, as well as foreign and other tax laws. Each holder of Schaffner Shares is urged to consult his or her independent professional advisor immediately regarding the tax consequences of an acceptance of the Offer.

Neither the SEC nor any securities commission of any State of the U.S. has (i) approved or disapproved of the Offer; (ii) passed upon the merits or fairness of the Offer; or (iii) passed upon the adequacy, accuracy or completeness of the disclosure in relation to the Offer. Any representation to the contrary is a criminal offence in the United States.

United Kingdom

The communication of this Offer Prospectus is not being made, and has not been approved, by an authorised person for the purposes of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000, as amended. In the United Kingdom ("**U.K.**"), this communication and any other offer documents relating to this Offer is/will be directed only at persons (i) who have professional experience in matters relating to investments falling within Article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (as amended, the "**Order**"), (ii) falling within article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations, etc.") of the Order or (iii) to whom it may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as "**Relevant Persons**"). No communication in respect of this Offer must be acted on or relied on by persons who are not Relevant Persons. This Offer, any investment or investment activity to which this communication relates is/will be available only in the United Kingdom to Relevant Persons and will be engaged in only with Relevant Persons.

Australia, Canada, Japan and South Africa

This Offer is not being made or addressed to shareholders of the Company whose place of residence, seat or habitual abode is in Australia, Canada, Japan or South Africa, and such shareholders may not accept this Offer. This Offer Prospectus and any and all materials related thereto should not be sent in or into Australia, Canada, Japan or South Africa, (including by use of, or by any means or instrumentality, for example, e-mail, post, facsimile transmission, telephone or internet, of interstate or foreign commerce, or any facilities of a national securities exchange), and the Offer Prospectus cannot be accepted directly or indirectly or by any such use, means, or instrumentality, in or from within Australia, Canada, Japan or South Africa. Accordingly, copies of this Offer Prospectus and any related materials are not being, and must not be, mailed, forwarded, transmitted or otherwise distributed or sent in or into or from Australia, Canada, Japan or South Africa, or, in their capacities as such, to custodians, trustees, agents or nominees holding Schaffner Shares for Australian, Canadian, Japanese or South African persons, and persons receiving any such documents (including custodians, nominees and trustees) must not distribute, forward, mail, transmit or send them in, into or from Australia, Canada, Japan or South Africa. Any person accepting the Offer Prospectus shall be deemed to represent to the Offeror such person's compliance with these restrictions and any

purported acceptance of the Offer that is a direct or indirect consequence of a breach or violation of these restrictions shall be null and void. Shareholders of the Company wishing to accept the Offer must not use the mailing system of Australia, Canada, Japan or South Africa for any purpose directly or indirectly related to the acceptance of the Offer. Envelopes containing acceptances must not be post marked in Australia, Canada, Japan or South Africa. When completing the acceptance, shareholders wishing to accept the Offer must provide an address that is not located in Australia, Canada, Japan or South Africa. Shareholders will be deemed to have declined the Offer if they (i) submit an envelope postmarked in Australia, Canada, Japan or South Africa or (ii) provide an address located in Australia, Canada, Japan or South Africa. Shareholders will be deemed to have declined the Offer if they do not make the representations and warranties set out in the acceptance.

Déclarations Prospectives

Le présent Prospectus d'Offre contient des déclarations prospectives ("*forward-looking statements*"), y compris des déclarations relatives au calendrier prévisionnel et à la réalisation escomptée de l'Offre, ainsi que des termes suggérant certaines évolutions. De manière générale, des mots tels que "peut", "devrait", "pourrait", "vise", "sera", "aurait", "s'attendre à", "avoir l'attention de", "estimer", "anticiper", "croire", "planifier", "chercher à", "contempler", "envisager", "continuer" ou d'autres terminologies similaires signalent des déclarations prospectives. Ces déclarations impliquent certains risques, certaines incertitudes et hypothèses, et d'autres facteurs importants, dont beaucoup sont hors du contrôle de l'Offrante et pourraient avoir pour conséquence que les résultats réels diffèrent matériellement de ceux exprimés ou sous-entendus dans ces déclarations prospectives. Un décalage entre les résultats réels et les déclarations peut résulter des facteurs suivants : la survenance d'un événement, d'un changement ou d'autres circonstances susceptibles d'entraîner le retrait de l'Offre ; la non-obtention, dans les délais prévus ou pour d'autres raisons, des approbations requises de la part des autorités gouvernementales ou réglementaires ; le risque qu'une condition suspensive de l'Offre ne soit pas remplie ; la capacité de la Société à retenir et à recruter du personnel clé et à maintenir les relations avec ses clients, ses fournisseurs et d'autres partenaires commerciaux dans l'attente de l'Exécution de l'Offre ; ainsi que d'autres facteurs.

Bien que l'Offrante estime que les prévisions reflétées dans ces déclarations prospectives sont basées sur des hypothèses raisonnables, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation ou à l'exactitude de ces déclarations, et aucune garantie n'est donnée quant à l'exactitude et à l'exhaustivité futures de ces déclarations. L'Offrante ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser publiquement les déclarations prospectives, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autres, sauf si les lois applicables ou un régulateur compétent l'exigent.

Offre publique d'acquisition de l'Offrante pour Schaffner (l'"Offre" ou l'"Offre Publique d'Acquisition")

Contexte et but de l'Offre

Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl est une société à responsabilité limitée de droit suisse ayant son siège à Schaffhouse, Suisse. Il s'agit d'une Filiale indirecte à cent pourcent de TE Connectivity SA, une société anonyme de droit suisse ayant également son siège à Schaffhouse, Suisse, dont les actions sont cotées en bourse sur le New York Stock Exchange (NYSE) (ISIN: CH0102993182; symbole de valeur : TEL). TE Connectivity SA est un leader mondial dans le domaine de la technologie industrielle, qui œuvre pour un avenir plus sûr, plus durable, plus productif et plus connecté. Elle fournit une large gamme de solutions de raccordement et de capteurs, éprouvées dans les environnements les plus hostiles, qui permettent des avancées dans les transports, les applications industrielles, la technologie médicale, l'énergie, les communications de données et la sphère domestique. TE Connectivity SA a plus de 85'000 employés, y compris 8'000 ingénieurs travaillant aux côtés des clients dans environ 140 pays.

Schaffner est une société anonyme de droit suisse ayant son siège à Luterbach, Suisse. Les Actions Schaffner sont cotées en bourse sur la SIX (numéro de valeur : 906209 ; ISIN : CH0009062099 ; symbole de valeur : SAHN) depuis 1998. Schaffner, qui a son siège en Suisse et des filiales dans le monde entier, est un leader mondial dans le domaine des solutions électromagnétiques qui garantissent le fonctionnement efficace et fiable des systèmes électroniques. Le Group Schaffner est expert en solutions de filtres CEM, filtres harmoniques, composants électromagnétiques et solutions électromagnétiques.

Le but de l'Offre est de former une entreprise leader sur le marché des filtres CEM (compatibilité électromagnétique), sur la base du catalogue de produits, de l'expertise en matière d'ingénierie et des capacités de fabrications solides de Schaffner et de la diversité du portefeuille et de l'accès à la clientèle mondiale dans divers segments du marché cible de TE.

Le 16 août 2023, la Société et l'Offrante ont conclu un accord transactionnel (l'"**Accord Transactionnel**"). Selon les termes de l'Accord Transactionnel, le conseil d'administration de la Société s'est entre autres engagé à recommander unanimement aux actionnaires de Schaffner d'accepter l'Offre (voir le paragraphe D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et Schaffner*) pour plus de détails).

Également le 16 août 2023, l'Offrante d'une part et BURU Holding AG et M. Philipp Buhofer d'autre part, ont conclu un engagement d'apport, en vertu duquel BURU Holding AG et M. Philipp Buhofer se sont entre autres engagés à apporter à l'Offre l'ensemble de leur Actions Schaffner librement transférables (voir le paragraphe D3.2 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et des Actionnaires de Schaffner*) pour plus de détails).

En outre, le 24 août 2023, l'Offrante a conclu des engagements d'apport additionnels individuels avec M. Marc Alexander Buhofer, M. Jörg Wolle, Matter Group AG et J. Safra Sarasin Investmentfonds SA, en vertu desquels chacune des quatre personnes et entités précitées se sont entre autres engagées à apporter à l'Offre l'ensemble des Actions Schaffner qu'elles détiennent (voir le paragraphe D3.2 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et des Actionnaires de Schaffner*) pour plus de détails).

A L'Offre

1 Annonce préalable

L'Offre a fait l'objet d'une annonce préalable (l'"**Annonce Préalable**") selon les art. 5 ss de l'Ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques l'acquisition (l'"**OOPA**").

L'Annonce Préalable a été publiée sur les sites internet de TE et de la Commission des OPA ("**COPA**") en langues anglaise, allemande et française avant l'ouverture du négoce à la SIX le 17 août 2023 et a en outre été diffusée par les médias électroniques en conformité avec l'art. 7 OOPA.

Par décision du 15 août 2023 (décision 849/01), la COPA a notamment constaté que les conditions de l'Annonce Préalable et du rapport d'évaluation d'Ernst & Young SA, Zurich, visant à déterminer le prix minimum au sens de l'art. 135 al. 2 let. b de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("**LIMF**") en lien avec l'art. 42 al. 4 de l'Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("**OIMF-FINMA**"), sont conformes aux dispositions légales sur les offres publiques d'acquisition. Le dispositif de cette décision a été reproduit dans l'Annonce Préalable et la décision a été publiée le même jour que l'Annonce Préalable sur le site internet de la COPA. Aucune objection et aucun recours n'ont été déposés contre la décision, qui est dès lors entrée en force. Par ailleurs, aucun actionnaire n'a introduit une requête en vue de l'obtention de la qualité de partie.

2 Objet de l'Offre

A l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, et sous réserve des restrictions à l'Offre énoncées ci-dessus, l'Offre s'étend à toutes les Actions Schaffner détenues en mains du public.

L'Offre ne porte pas sur les Actions Schaffner détenues par le Groupe Schaffner ni, cas échéant, aux Actions Schaffner détenues par le Groupe Offrant.

En conséquence, au 26 septembre 2023, l'Offre porte sur le nombre d'Actions Schaffner calculé comme suit :

	Actions Schaffner
Nombre d'Actions Schaffner cotées (sur la base du nombre d'actions inscrites au registre du commerce au 26 septembre 2023)	635'940
- moins les Actions Schaffner détenues par le Groupe Schaffner (au 26 septembre 2023)	5'127*
- moins les Actions Schaffner détenues par le Groupe Offrant (au 26 septembre 2023)	0
Actions Schaffner soumises à l'Offre	630'813

*Le nombre d'actions propres pourrait baisser à 2'672 Actions Schaffner (et le nombre d'Actions Schaffner soumises à l'Offre augmenterait alors à 633'268 Actions Schaffner), en fonction du moment où Schaffner transférera les 2'455 Actions Schaffner alloués à certains employés et membres du conseil d'administration dans le cadre du plan d'intéressement à long terme du 1^{er} octobre 2018 conformément à la politique de rémunération de Schaffner applicable aux membres du conseil d'administration et certains employés clés de Schaffner ("**Plan d'Intéressement à Long Terme**").

Le 14 juin 2023, le conseil d'administration de Schaffner a décidé d'allouer jusqu'à 2'455 de ses actions propres à certains employés et membres du conseil d'administration dans le cadre du plan d'intéressement à long terme, dont 2'053 Actions Schaffner pour l'exercice 2022/2023 et jusqu'à 402 Actions Schaffner pour le premier trimestre de l'exercice 2023/2024. Si ces 2'455 Actions Schaffner maximum sont transférées aux employés et membres du conseil d'administration concernés avant la fin du délai supplémentaire d'acceptation, elles deviendront sujettes à la présente Offre et le nombre total d'Actions Schaffner sujettes à l'Offre augmentera dès lors à un total de 633'268 Actions Schaffner.

Aucune Action Schaffner ne pourra être émise au-delà des 635'940 Actions Schaffner existantes.

3 Prix de l'Offre

Le prix de l'Offre pour chaque Action Schaffner s'élève à CHF 505.00 nets en espèces (le "**Prix de l'Offre**").

Le Prix de l'Offre sera réduit du montant brut de tout effet dilutif affectant les Actions Schaffner avant l'Exécution de l'Offre. Sont notamment considérés comme effets dilutifs, les dividendes et autres distributions de toute nature, les scissions par division et scissions par séparation, les fusions et opérations similaires, les ventes d'actifs à un prix inférieur au prix du marché ou les achats d'actifs à un prix supérieur au prix du marché, les augmentations de capital et la vente d'actions propres à un prix d'émission ou de vente par Action Schaffner inférieur au Prix de l'Offre, l'acquisition d'Actions Schaffner par la Société ou l'une de ses Filiales à un prix supérieur au Prix de l'Offre, l'émission par la Société ou l'une de ses Filiales d'options, de bons de souscription (*warrants*), de droits de conversion ou d'autres droits de toute nature d'acquérir ou de souscrire des

Actions Schaffner ou d'autres titres de participation de la Société, ainsi que les remboursements de capital sous quelque forme que ce soit.

L'évolution du cours de l'Action Schaffner à la SIX depuis 2019 se présente comme suit (les indications de cours se rapportent au cours de clôture le plus bas et le plus élevé en CHF) :

Action Schaffner	2019	2020	2021	2022	2023**
Bas*	189.00	122.00	191.00	261.00	262.00
Haut*	277.00	220.00	312.00	340.00	309.00

* Cours de clôture journalier en CHF

** Du 3 janvier 2023 au 16 août 2023 (dernier jour de négoce avant la publication de l'Annonce Préalable)

Cours de clôture le 16 août 2023 (dernier jour de négoce avant la publication de l'Annonce Préalable) : CHF 282.00

Source : Bloomberg

Le Prix de l'Offre implique une prime de 74.5% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes de toutes les transactions boursières portant sur les Actions Schaffner effectuées sur la SIX au cours des soixante (60) jours de négoce à la SIX (chacun un "**Jour de Négoce**") précédant la publication de l'Annonce Préalable (lequel s'élève à CHF 289.33).

L'Action Schaffner est considérée comme étant un titre de participation non liquide aux fins de l'application de la règle du prix minimum au sens de l'art. 135 al. 2 let. a LIMF et ses ordonnances d'exécution. L'évaluation de l'Action Schaffner a dès lors dû être effectuée par un organe de contrôle aux fins de la détermination du prix minimum pertinent.

L'organe de contrôle Ernst & Young SA, Zurich, a préparé un rapport d'évaluation et procédé à l'évaluation et au calcul du prix minimum au sens de l'art. 135 al. 2 let. a LIMF en lien avec l'art. 42 al. 4 OIMF-FINMA au 16 août 2023. En appliquant la méthode DCF comme principale méthode d'évaluation, une fourchette de valeurs comprise entre CHF 318.7 et CHF 355.2 par Action Schaffner a été obtenue, en prenant également en compte deux analyses de sensibilité concernant la valeur par Action Schaffner (première analyse de sensibilité : coût moyen pondéré du capital (CMPC) et taux de croissance final +/- 0.25 pour cent ; deuxième analyse de sensibilité : CMPC +/- 0.25 pour cent et taux final de marge d'EBITDA +/- 0.5 pour cent. L'application de la méthode du prix de marché aboutit à une fourchette de valeurs de CHF 339.0 à CHF 507.1 par Action Schaffner pour les multiples boursiers et de CHF 242.1 to CHF 341.8 pour les multiples de transactions, ce qui corrobore l'évaluation résultant de l'application de la méthode DCF.

Sur la base des méthodes d'évaluation appliquées et des considérations ci-dessus, Ernst & Young SA a retenu le résultat de l'évaluation DCF comme base de

détermination de la valeur et a retenu comme estimation ponctuelle le montant de CHF 336.4 par Action Schaffner comme prix minimum au sens de l'art. 135 al. 2 let. b LIMF en lien avec l'art. 42 al. 4 OIMF-FINMA. Le Prix de l'Offre offert par TE implique une prime de 50.1% par rapport au prix minimum.

Le rapport d'évaluation d'Ernst & Young SA, Zurich, peut être obtenu sans frais en langues allemande, française et anglaise auprès de la Banque Cantonale de Zurich, Bahnhofstrasse 9, 8001 Zurich, Suisse (email : prospectus@zkb.ch ; téléphone : +41 44 292 20 22) et peut également être consulté sur les sites internet de la COPA et de l'Offrante (<https://www.emc-power-offer.com>).

Par décision du 15 août 2023 (décision 849/01), la COPA a notamment constaté que le rapport d'évaluation d'Ernst & Young SA est conforme aux dispositions de la LIMF et de ses ordonnances d'exécution. Le dispositif de cette décision a été intégré à l'Annonce Préalable et la décision a été publiée le jour de la publication de l'Annonce Préalable. Cette décision n'a fait l'objet d'aucune opposition ni d'aucun recours, de sorte qu'elle est maintenant entrée en force. En outre, aucun actionnaire n'a demandé la qualité de partie.

4 Délai de Carence

Sous réserve d'une prolongation par la COPA, le délai de carence durera dix (10) Jours de Négocier dès la publication du Prospectus d'Offre, donc vraisemblablement du 29 septembre 2023 au 12 octobre 2023 (le "**Délai de Carence**"). L'Offre ne peut être acceptée qu'après l'échéance du Délai de Carence.

5 Période d'Offre

Sous réserve d'une prolongation du Délai de Carence par la COPA, l'Offre restera ouverte à l'acceptation pendant une période de vingt-et-un (21) Jours de Négocier à compter de l'expiration du Délai de Carence. L'Offre sera donc vraisemblablement ouverte à l'acceptation du 13 octobre 2023 au 10 novembre 2023, 16 heures HEC (la "**Période d'Offre**").

L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre une ou plusieurs fois jusqu'à un maximum de quarante (40) Jours de Négocier. Une prolongation de la Période d'Offre au-delà de quarante (40) Jours de Négocier requiert l'approbation préalable de la COPA.

6 Délai Supplémentaire d'Acceptation

L'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) sera, si l'Offre aboutit, suivie d'un délai supplémentaire de dix (10) Jours de Négocier pour l'acceptation ultérieure de l'Offre.

Si le Délai de Carence et/ou la Période d'Offre ne sont pas prolongés, le délai supplémentaire d'acceptation commencera vraisemblablement le 17 novembre 2023 et prendra fin le 30 novembre 2023, 16 heures HEC (le "**Délai Supplémentaire d'Acceptation**").

7 Conditions de l'Offre, Renonciation aux Conditions de l'Offre, Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution

7.1 Conditions de l'Offre

L'Offre est soumise aux conditions suivantes (les "**Conditions de l'Offre**" ou les "**Conditions**", et chacune une "**Condition de l'Offre**" ou une "**Condition**") :

- (a) Taux d'acceptation minimum : Jusqu'à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), l'Offrante doit avoir reçu des déclarations d'acceptation valables et irrévocables pour un nombre d'Actions Schaffner qui, ajoutées aux Actions Schaffner détenues par l'Offrante et ses Filiales à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) (à l'exclusion des Actions Schaffner détenues par la Société ou ses Filiales), correspondent au moins à 67% du capital-actions entièrement dilué de Schaffner existant à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) (à savoir toutes les Actions Schaffner émises jusqu'à cette date, plus toutes les Actions Schaffner dont l'émission (i) a été décidée par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration de la Société jusqu'à cette date, ou (ii) peut se faire par l'exercice d'options ou de droits de conversion ou d'autres droits à l'émission, à l'acquisition, au transfert ou à l'obtention d'Actions Schaffner existants à cette date ou dont l'émission a été décidée par l'assemblée générale ou le conseil d'administration de la Société jusqu'à cette date).
- (b) Autorisations en matière de droit de la concurrence et autres autorisations : Tous les délais d'attente applicables à l'acquisition de la Société par l'Offrante doivent avoir expiré ou avoir pris fin, et toutes les autorités compétentes en matière de droit de la concurrence et autres autorités et, le cas échéant, les tribunaux de toutes les juridictions, doivent avoir approuvé ou autorisé ou, le cas échéant, ne pas avoir interdit ou objecté à l'Offre, à son Exécution et à l'acquisition de la Société par l'Offrante (chacune de ces expirations ou fins d'un délai d'attente, approbations, autorisations, non-interdictions ou non-objections, une "**Autorisation**"). Aucune condition ou restriction et aucun engagement ne devra avoir été imposé à l'Offrante, la Société, et/ou l'une de leurs Filiales en lien avec une Autorisation, et aucune Autorisation ne devra être soumise à une condition, une restriction ou un engagement quelconque sur l'une d'entre elles qui, individuellement ou conjointement avec toute autre condition ou restriction et/ou tout autre engagement ou autres faits, occurrences, circonstances ou événements serait, de l'avis d'une société d'audit indépendante ou d'une banque d'affaires de renommée internationale à désigner par l'Offrante (l'"**Expert Indépendant**"), serait raisonnablement susceptible de causer un Effet Préjudiciable Important (tel que défini ci-dessous) sur l'Offrante, la Société, l'une de leurs Filiales ou le groupe combiné composé du Groupe Offrant et du Groupe Schaffner, si l'on agrège tous leurs effets respectifs sur le Groupe Offrant et le Groupe Schaffner.
- (c) Absence d'injonction ou d'interdiction : Aucun jugement, ni sentence, décision, ordonnance ou autre mesure d'une quelconque autorité, qui

empêcherait, interdirait ou déclarerait, temporairement ou de façon permanente, en tout ou en partie, illégale l'Offre, son acceptation, l'Exécution ou l'acquisition de la Société par l'Offrante, ne doit avoir été rendu.

- (d) *Absence d'Effet Préjudiciable Important* : Jusqu'à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), aucun fait, occurrence, circonstance ou événement ne doit être survenu, ou avoir été révélé ou communiqué par la Société, et l'Offrante ne doit pas avoir autrement eu connaissances de faits, occurrences, circonstances ou événements qui, individuellement ou conjointement avec d'autres faits, occurrences, circonstances ou événements, ou conditions, restrictions ou obligations seraient raisonnablement susceptibles, selon l'avis de l'Expert Indépendant, d'avoir un Effet Préjudiciable Important sur la Société, l'une de ses Filiales ou le Groupe Schaffner dans son ensemble

Un "**Effet Préjudiciable Important**" signifie la réduction :

- du bénéfice consolidé (EBIT) d'un montant de CHF 1'539'900 (ce qui, selon le rapport de gestion de Schaffner pour l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 2022, correspond à environ 10% du bénéfice consolidé (EBIT) du Groupe Schaffner pour l'exercice 2021/2022), ou plus (étant entendu, par souci de clarté, que les coûts externes en lien avec la transaction ici prévue ne sont pas pris en compte) ; ou
 - du chiffre d'affaires consolidé annuel d'un montant de CHF 7'909'250 (ce qui, selon le rapport de gestion de Schaffner pour l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 2022, correspond à environ 5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Schaffner pour l'exercice 2021/2022), ou plus ; ou
 - des fonds propres consolidés d'un montant de CHF 6'985'400 (ce qui, selon le rapport de gestion de Schaffner pour l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 2022, correspond à environ 10% des fonds propres consolidés du Groupe Schaffner pour l'exercice 2021/2022), ou plus.
- (e) *Inscription au registre des actions de la Société* : Le conseil d'administration de la Société doit avoir décidé d'inscrire l'Offrante et/ou toute autre société contrôlée et désignée par l'Offrante au registre des actions de la Société en tant qu'actionnaire(s) avec droit de vote pour toutes les Actions Schaffner que l'Offrante ou l'une de ses Filiales a acquis ou pourrait acquérir (en ce qui concerne les Actions Schaffner acquises dans le cadre de l'Offre, pour autant que toutes les autres Conditions aient été réalisées ou qu'il y ait été renoncé), et l'Offrante et/ou toute autre société contrôlée et désignée par l'Offrante doit avoir été inscrite au registre des actions de la Société comme actionnaire(s) avec droit de vote pour toutes les Actions Schaffner acquises.
- (f) *Démission et élection de membres du conseil d'administration de la Société ; approbation de la décotation* : Tous les membres du conseil d'administration de Schaffner doivent avoir démissionné de leurs fonctions au sein du conseil d'administration de la Société et de ses Filiales avec effet à compter de l'Exécution et sous réserve de celle-ci, et une assemblée

générale dûment convoquée doit avoir (i) élu au conseil d'administration de la Société les personnes désignées par l'Offrante avec effet à compter de l'Exécution et sous réserve de celle-ci (y compris un président du conseil d'administration de la Société et les membres du comité de rémunération de la Société) et (ii) approuvé la décotation des Actions Schaffner de la SIX sous réserve de l'Exécution et instruit le nouveau conseil d'administration de la Société de mettre en œuvre la décision de l'assemblée générale de sorte à obtenir la décotation.

(g) Absence de décisions défavorables de l'assemblée générale de la Société : L'assemblée générale de la Société ne doit pas avoir :

- décidé ou approuvé un dividende ou une autre distribution ou réduction de capital ni une acquisition ou scission par séparation ou un transfert de patrimoine ou autre aliénation d'actifs (i) d'une valeur globale ou pour un prix global de plus de CHF 12'082'500 (correspondant à 10% du bilan consolidé du Groupe Schaffner au 30 septembre 2022 selon le rapport de gestion de Schaffner pour l'exercice 2021/2022) ou (ii) qui contribuent au total à hauteur de plus de CHF 1'539'900 au bénéfice annuel consolidé (EBIT) (correspondant à 10% de l'EBIT du Groupe Schaffner au 30 septembre 2022 selon le rapport de gestion de Schaffner pour l'exercice 2021/2022);
- décidé ou approuvé une fusion, scission par division ou augmentation ordinaire ou conditionnelle du capital de la Société ou la création d'une marge de fluctuation; ou
- introduit dans les statuts de la Société des restrictions à la transmissibilité des actions ou des limitations du droit de vote.

(h) Absence d'acquisition et d'aliénation d'actifs significatifs et absence de souscription ou de remboursement de capitaux étrangers : A l'exception des engagements qui sont en lien avec la présente Offre ou résultent de l'Exécution, la Société et ses Filiales ne doivent pas, entre le 30 septembre 2022 et le transfert de contrôle à l'Offrante, s'être engagées à acquérir ou aliéner des actifs (et ne doivent pas en avoir acquis ou aliéné) ni s'être engagées à souscrire ou rembourser des capitaux étrangers (et ne doivent pas en avoir souscrit ou remboursé) pour un montant global ou une valeur globale de plus de CHF 12'082'500 (correspondant à 10% de tous les actifs au bilan consolidé du Groupe Schaffner au 30 septembre 2022 selon le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2021/2022).

7.2 Renonciation aux Conditions de l'Offre

L'Offrante se réserve le droit de renoncer, en tout ou en partie, à une ou plusieurs Conditions de l'Offre.

7.3 Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution

Les Conditions (a) et (d) s'appliquent jusqu'à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée).

Les Conditions (b), (c), (g) et (h) s'appliquent jusqu'à l'Exécution.

Les Conditions (e) et (f) s'appliquent jusqu'à l'Exécution ou, si cette date est antérieure, jusqu'à la date à laquelle l'organe compétent de la Société aura pris la décision requise qui y est mentionnée.

Si l'une des Conditions (a) ou (d) n'a pas été satisfaite et s'il n'y a pas été renoncé à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), l'Offre sera considérée comme ayant échoué.

Si l'organe compétent de la Société prend, avant l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), une décision portant sur les sujets mentionnés dans les Conditions (e) et (f), et si l'une des Conditions (e) ou (f) n'est pas satisfaite à l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée) et qu'il n'y a pas été renoncé (en ce qui concerne les décisions des organes qui y sont mentionnées), l'Offre sera considérée comme ayant échoué.

Si la Condition (b) n'est pas satisfaite et qu'il n'y a pas été renoncé d'ici à la Date d'Exécution prévue, l'Offrante doit reporter l'Exécution pour une durée pouvant aller jusqu'à quatre (4) mois après l'expiration du Délai Supplémentaire d'Acceptation (le "**Report**"). Si l'une des Conditions (c), (g) ou (h) ou si, dans la mesure où elles sont toujours applicables (cf. paragraphes précédents), l'une des Conditions (e) ou (f) n'a pas été satisfaite et qu'il n'y a pas été renoncé d'ici à la Date d'Exécution prévue, l'Offrante sera autorisée à déclarer que l'Offre a échoué ou pourra annoncer un Report. Durant le Report, l'Offre continuera à être soumise aux Conditions (b), (c), (g) et (h) et, dans la mesure où elles sont toujours applicables (cf. paragraphes précédents), aux Conditions (e) et (f), aussi longtemps que, et dans la mesure où ces Conditions n'auront pas été satisfaites et qu'il n'y aura pas été renoncé. A moins que l'Offrante ne sollicite un report supplémentaire de l'Exécution, ou si la COPA refuse un tel report supplémentaire, l'Offrante déclarera que l'Offre a échoué si les Conditions énoncées n'ont pas été satisfaites et qu'il n'y a pas été renoncé pendant le Report.

B Informations concernant Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl (l'Offrante)

1 Raison sociale, siège, capital, actionnaire et activité commerciale

Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl est une société à responsabilité limitée de droit suisse fondée (et inscrite au registre du commerce depuis) le 18 septembre 2007, ayant un capital-social de CHF 60'000, divisé en 3 parts sociales d'une valeur nominale de CHF 20'000 chacune. L'Offrante a son siège à Schaffhouse, Suisse. L'Offrante poursuit le but social suivant :

"Le but de la Société consiste en l'acquisition, la détention, l'aliénation et l'administration de participations dans d'autres sociétés en Suisse et à l'étranger, en particulier dans le domaine des systèmes électriques et électroniques. La Société peut entreprendre toutes les activités qui sont liées directement ou indirectement à celles de ses filiales consolidées. La Société peut établir des succursales et des filiales en Suisse et à

l'étranger, et peut acquérir, détenir et aliéner des biens immobiliers. La Société peut consentir des prêts et des garanties en faveur de ses filiales."

L'Offrante est une filiale indirecte à cent pourcent de TE Connectivity SA, une société anonyme de droit suisse ayant son siège à Schaffhouse, Suisse, dont les actions sont cotées en bourse sur le New York Stock Exchange (NYSE) (ISIN : CH0102993182 ; symbole de valeur : TEL). TE Connectivity SA est un leader mondial dans le domaine de la technologie industrielle, offrant une large palette de solutions de connectivité et de capteurs, éprouvées dans les environnements les plus hostiles, qui permettent des avancées dans les transports, les applications industrielles, la technologie médicale, l'énergie, les communications de données et la sphère domestique.

La détentrice directe de toutes les parts sociales de l'Offrante est Tyco Electronics Group S.A., ayant son siège à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2 Personnes agissant de concert avec l'Offrante

En lien avec la présente Offre, toutes les sociétés et personnes (directement ou indirectement) contrôlées par TE Connectivity SA sont considérées comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA.

Par ailleurs, Schaffner et toutes les sociétés (directement ou indirectement) contrôlées par Schaffner sont également considérées comme agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA, à compter de la période suivant le 16 août 2023, date à laquelle l'Offrante et Schaffner ont conclu l'Accord Transactionnel décrit au paragraphe D3.1 (*Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et Schaffner*).

3 Rapports annuels

L'Offrante est une société à responsabilité limitée qui ne publie pas de rapports annuels. Les rapports annuels et les rapports trimestriels de TE Connectivity SA sont disponibles sous <https://investors.te.com/financial-reports/>.

4 Acquisitions et ventes d'actions et titres de Schaffner

Au cours des douze (12) mois précédant la date de l'Annonce Préalable, ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante (hormis Schaffner et ses Filiales) n'ont acquis ou vendu des Actions Schaffner. Pendant cette même période, ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante (hormis Schaffner et ses Filiales) n'ont acquis ou vendu des dérivés de participation liés aux Actions Schaffner.

Entre la date suivant la publication de l'Annonce Préalable et le 26 septembre 2023, ni l'Offrante ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante (hormis Schaffner et ses Filiales) n'ont acquis ou vendu des Actions Schaffner ou des dérivés de participation liés aux Actions Schaffner.

Selon Schaffner, depuis le 16 août 2023, soit depuis que l'Offrante et la Société ont signé l'Accord Transactionnel décrit au paragraphe D.3.1 (*Accords en lien*

avec l'Offre entre l'Offrante et Schaffner), et jusqu'au 26 septembre 2023, ni Schaffner ni ses Filiales n'ont acquis ou vendu des Actions Schaffner ou des dérivés de participation liés aux Actions Schaffner.

5 Participations dans Schaffner

Au 26 septembre 2023, le capital-actions de Schaffner (tel qu'inscrit au registre du commerce du Canton de Soleure au 26 septembre 2023) s'élève à CHF 20'668'050, divisé en 635'940 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 32.50 chacune. L'Offrante et les personnes agissant de concert avec celle-ci au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA (hormis Schaffner et ses Filiales) ne détiennent aucune Action Schaffner au 26 septembre 2023.

En prenant en compte les 5'127 Actions Schaffner détenues par Schaffner, l'Offrante et les personnes agissant de concert avec celle-ci au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA disposent au 26 septembre 2023 d'un total de 0.81% du capital-actions (et des droits de vote) de Schaffner.

L'Offrante et les personnes agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA ne détiennent aucun dérivé de participation lié aux Actions Schaffner.

C Financement

L'Offre sera financée par des fonds du Groupe Offrant qui sont à la disposition de l'Offrante ou sont mis à sa disposition par le Groupe Offrant.

D Informations concernant Schaffner Holding SA (la Société)

1 Raison sociale, siège, capital, activités commerciales et rapport annuel

Schaffner Holding SA est une société anonyme de droit suisse fondée pour une durée indéterminée et ayant son siège à Luterbach, Suisse. Son principal but social est d'investir dans d'autres sociétés en Suisse et à l'étranger. Elle peut établir des succursales et des filiales en Suisse et à l'étranger et peut acquérir, détenir et aliéner des biens immobiliers. Par ailleurs, la Société peut entreprendre toutes les activités commerciales, financières ou autres qui sont en lien avec son but. Dans la poursuite de son but social, la Société cherche à créer de la valeur durable sur le long terme.

Au 26 septembre 2023, le capital-actions de Schaffner s'élève à CHF 20'668'050, divisé en 635'940 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 32.50 chacune. Schaffner ne dispose ni d'un capital conditionnel, ni d'un capital autorisé ou d'une marge de fluctuation du capital.

Les Actions Schaffner sont cotées en bourse auprès de la SIX conformément au *Swiss Reporting Standard* de la SIX sous le numéro de valeur 906209 (ISIN : CH0009062099 ; symbole de valeur : SAHN).

Le rapport annuel de Schaffner (y compris le rapport sur la *Corporate Governance*, le rapport de rémunération et le rapport financier) pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2022 ainsi que le rapport semestriel au 31 mars 2023 et

les états financiers intermédiaires au 30 juin 2023 sont disponibles sous <https://www.schaffner.com/investors/reports-and-presentations>.

2 Intentions de l'Offrante concernant Schaffner, son conseil d'administration et sa direction

Par le biais de l'Offre, l'Offrante cherche à acquérir le contrôle intégral (100%) de Schaffner.

L'Offrante élabore actuellement un plan d'intégration en collaboration étroite avec la direction de Schaffner. Suite à l'Exécution de l'Offre, TE a l'intention de commencer le processus d'intégration et Schaffner deviendra une partie intégrante de la division industrielle de TE et est appelée à devenir le "EMC Center of Excellence" (Centre d'Excellence CEM) mondial de l'ensemble du groupe TE. TE a l'intention de réunir ses forces avec tous les parties prenantes concernés pour créer un leader du marché des filtres CEM, parfaitement positionné pour répondre aux besoins des clients et accroître sa part de marché. L'Offrante a l'intention de remplacer les membres du conseil d'administration de Schaffner dès l'Exécution. Schaffner s'est engagée dans l'Accord Transactionnel à faire en sorte que les membres actuels du conseil d'administration de Schaffner démissionnent de leurs fonctions au sein du conseil d'administration de Schaffner et, cas échéant, des conseils d'administration (ou de l'organe équivalent) de ses Filiales, avec effet à compter de l'Exécution. Par ailleurs, Schaffner s'est engagée, à condition que l'Offrante déclare que l'Offre a abouti, à convoquer une assemblée générale extraordinaire de Schaffner, laquelle doit avoir lieu entre la date d'expiration de la Période d'Offre et la date qui est deux (2) Jours de Négocio avant l'Exécution, et de proposer et recommander, entre autres, (i) l'élection au conseil d'administration, au comité de rémunération et à la présidence du conseil d'administration de Schaffner des personnes désignées par l'Offrante et (ii) la décotation des Actions Schaffner de la SIX.

Si l'Offrante devait détenir plus de 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution, l'Offrante a l'intention de demander auprès du tribunal compétent l'annulation des Actions Schaffner restants, conformément à l'art. 137 LIMF.

Si l'Offrante devait détenir, en raison de l'Offre, entre 90% et 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution, l'Offrante prévoit de fusionner Schaffner avec l'Offrante ou une Filiale suisse directement ou indirectement contrôlée par l'Offrante, étant précisé que les actionnaires publics de Schaffner restants seraient dédommagés (en espèces) et ne recevraient pas d'actions de la société reprenante. Les conséquences fiscales suisses d'une fusion avec dédommagement uniquement en espèce (fusion *squeeze-out*) peuvent être significativement plus défavorables que les conséquences fiscales résultant de l'acceptation de l'Offre pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant les Actions Schaffner dans leur fortune privée ainsi que pour les investisseurs étrangers (cf. section H7 (*Conséquences fiscales possibles*)).

Par ailleurs, après l'Exécution de l'Offre et indépendamment du taux d'acceptation, l'Offrante a l'intention de demander à Schaffner de requérir la décotation des Actions Schaffner auprès de la SIX Exchange Regulation conformément aux dispositions du Règlement de cotation de la SIX Exchange

Regulation et, si l'Offrante devait détenir plus de 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution, de demander une exemption de certaines obligations de publicité et de publication selon le Règlement de cotation de la SIX Exchange Regulation jusqu'à la date de décotation des Actions Schaffner.

3 Accords entre l'Offrante et ses actionnaires et Schaffner, ses organes et actionnaires

3.1 3.1 Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et Schaffner

Accord de Confidentialité

Les 21/22 mars 2023, TE Connectivity SA et Schaffner ont conclu un accord de confidentialité usuel pour ce type de transaction, aux termes duquel les parties se sont pour l'essentiel engagées à traiter de manière confidentielle les informations échangées non disponibles publiquement. TE Connectivity SA a par ailleurs pris l'engagement, pendant la période comprise entre la date de l'accord de confidentialité et la date qui est douze (12) mois plus tard ou, si elle est ultérieure, la date qui est neuf (9) mois après la fin d'une éventuelle offre publique d'acquisition de TE Connectivity SA portant sur toutes les actions de Schaffner, sous réserve d'un accord contraire ou de l'accord écrit préalable de Schaffner, de ne pas (i) effectuer des transactions portant sur des Actions Schaffner ou des dérivés de participation liés aux Actions Schaffner ni (ii) annoncer publiquement l'intention d'acquérir ou faire une offre publique d'acquisition portant sur des Actions Schaffner ou des dérivés de participation liés aux Actions Schaffner.

Accord Transactionnel

Le 16 août 2023, l'Offrante et Schaffner ont conclu un Accord Transactionnel, qui a été approuvé à l'unanimité par le conseil d'administration de Schaffner et aux termes duquel les parties ont convenu en substance de ce qui suit :

- L'Offrante s'est engagée à publier le Prospectus d'Offre, elle-même ou par le biais d'une Filiale directe ou indirecte détenue à cent pourcent, et à mener l'Offre selon les termes de l'Accord Transactionnel, et le conseil d'administration de Schaffner a décidé à l'unanimité, entre autres, de recommander aux actionnaires de la Société d'accepter l'Offre, et de publier le rapport du conseil d'administration sur l'Offre dans le Prospectus d'Offre (cf. Section F (*Rapport du conseil d'administration de Schaffner selon l'art. 132 LIMF*)).
- La Société s'est engagée à soutenir activement l'Offre et à s'abstenir, et veiller à ce que ses Filiales et les représentants de celles-ci s'abstiennent, de tout acte, dépôt et déclaration susceptibles de nuire à l'Offre ou à son acceptation.
- La Société s'est engagée à s'abstenir, et à veiller à ce que ses représentants et ceux de ses Filiales s'abstiennent, (i) de, directement ou indirectement,

solliciter, entreprendre, proposer ou encourager la préparation d'une transaction avec un tiers ou prendre toute autre mesure susceptible d'encourager, de faciliter, de soutenir ou d'aider à la préparation d'une transaction avec un tiers, (ii) de conclure une lettre d'intention (contraignante ou non) ou tout autre accord concernant une transaction avec un tiers ou (iii) de, directement ou indirectement, participer à, ou poursuivre, des discussions ou des négociations concernant une transaction avec un tiers, fournir des informations relatives au Groupe Schaffner ou donner accès aux activités, propriétés, etc. du Groupe Schaffner à un tiers, ou coopérer de quelque manière que ce soit avec un tiers qui souhaite effectuer ou a effectué une transaction avec un tiers, ou l'assister, y participer ou l'encourager en toute connaissance de cause. Cependant, le conseil d'administration de Schaffner peut, jusqu'au Jour de Négocier précédant l'expiration de la Période d'Offre, si et dans la mesure où ses obligations fiduciaires telles que déterminées de bonne foi par le conseil d'administration de Schaffner l'exigent, et en réponse à une lettre écrite non sollicitée manifestant la ferme intention d'annoncer une **Meilleure Offre** (définie comme étant une offre ferme, écrite, non sollicitée et de bonne foi, faite par un tiers en vue d'acquérir la totalité des actions ou la totalité ou la quasi-totalité des actifs de la Société (y compris de ses Filiales), dans le cadre d'une offre publique d'acquisition ou d'échange, d'une fusion ou d'une opération similaire, à des conditions que le conseil d'administration de la Société, à l'exclusion de ses membres en situation de conflit d'intérêts, estime de bonne foi, après avoir consulté son conseiller juridique externe et son conseiller financier, être, dans l'ensemble, et compte tenu de tous les aspects pertinents (y compris la probabilité de l'opération et le risque lié à sa réalisation), des conditions sont plus favorables à ses actionnaires que les conditions de l'Offre) adressée à la Société par un tiers que le conseil d'administration de Schaffner estime, en toute bonne foi, être raisonnablement en mesure de présenter, de financer et d'exécuter rapidement une Meilleure Offre aux conditions énoncées dans cette lettre, (i) fournir à ce tiers des informations sur le Groupe Schaffner en vertu d'un accord de confidentialité et de *stand-still* usuel et (ii) participer à des discussions ou à des négociations avec ce tiers au sujet de sa Meilleure Offre, si et après que l'Offrante ait été informée par la Société dans les quarante-huit (48) heures sur le prix de l'offre et les principaux termes et conditions de cette Meilleure Offre envisagée et qu'elle ait eu la possibilité de raisonnablement présenter son point de vue à la Société sur ces termes et conditions. Ni le conseil d'administration de Schaffner ni un comité de celui-ci ne doit, entre autres, (i) révoquer ou retirer ou modifier sa décision de recommander l'acceptation de l'Offre ou l'approbation du rapport du conseil d'administration ou son émission, (ii) révoquer ou modifier ou assortir d'une réserve de manière défavorable à l'Offrante la recommandation de l'Offre ou du rapport du conseil d'administration, (iii) approuver ou conclure une lettre d'intention, un contrat d'acquisition ou contrat similaire en lien avec une transaction avec un tiers, (iv) approuver ou recommander, ou annoncer publiquement qu'il approuve ou recommande une quelconque transaction avec un tiers, ou (v) dans chacun des cas énoncés sous (i) à (iv) ci-dessus,

faire une annonce à cet effet, à moins que, dans chaque cas, une Meilleure Offre ne soit soumise au conseil d'administration de la Société jusqu'au Jour de Négocie précédant l'expiration de la Période d'Offre, et que le conseil d'administration ne considère de bonne foi, après consultation de son conseiller juridique externe et son conseiller financier, que le tiers qui a soumis la Meilleure Offre est capable de soumettre, de financer et d'exécuter la Meilleure Offre dans un délai raisonnable, auquel cas la Société et le conseil d'administration de Schaffner seront en droit d'entreprendre tout acte auquel il est fait référence sous (i) à (v) ci-dessus ; étant toutefois précisé qu'avant de procéder à un quelconque acte auquel il est fait référence sous (i) à (v) ci-dessus, la Société devra avoir promptement (en tout état de cause pas plus de quarante-huit (48) heures suivant la réception) notifié l'Offrante de cette Meilleure Offre par écrit en y incluant l'identité de la personne ayant soumis cette Meilleure Offre ainsi que les termes et conditions de cette Meilleure Offre, et devra avoir octroyé à l'Offrante cinq (5) Jours de Négocie aux fins de soumettre une offre contraignante améliorée, qui soit au moins aussi favorable aux détenteurs d'Actions Schaffner que la Meilleure Offre, auquel cas il sera interdit à la Société d'entreprendre un quelconque des actes énoncés sous (i) à (v) ci-dessus ou de procéder à toute autre démarche qui affecterait négativement l'Offre ou son succès.

- Le conseil d'administration de Schaffner s'est engagé à publier concomitamment avec le rapport du conseil d'administration concernant l'Offre, et comme partie intégrante de celui-ci, la *fairness opinion* commandée auprès de la Banque Raiffeisen confirmant que le Prix de l'Offre est équitable d'un point de vue financier.
- Sous réserve de la réalisation de toutes les Conditions de l'Offre, ou de la renonciation par l'Offrante à leur réalisation, la Société s'est engagée à promptement enregistrer l'Offrante ou, le cas échéant, l'une de ses sociétés affiliées, dans le registre des actions de la Société avec droits de vote concernant toutes les Actions Schaffner détenues et acquises par elles avec effet dès l'Exécution ou avant.
- Les parties ont conclu des engagements usuels aux fins d'œuvrer en faveur de la réalisation des Conditions de l'Offre.
- La Société s'est engagée à faire en sorte que ses représentants, ses sociétés affiliées ainsi que leurs représentants, déploient leurs meilleurs efforts raisonnables afin (i) de contacter directement les actionnaires et les approcher afin qu'ils apportent leurs Actions Schaffner à l'Offre ou qu'ils les vendent et (ii) sous réserves des dispositions applicables en matière de protection des données, de divulguer des informations sur l'actionnariat de la Société à l'Offrante, à la banque mandatée et à toute personne agissant pour celles-ci, et de leur fournir toute autre assistance leur permettant de planifier et d'engager des démarches aux fins d'obtenir l'apport d'Actions Schaffner de la part des actionnaires de la Société. Par ailleurs, à la suite de la publication

de l'Annonce Préalable, la Société s'est engagée à déployer ses meilleurs efforts raisonnables pour soutenir l'Offrante dans l'explication de l'Offre aux actionnaires importants qui ont publiquement annoncé leur participation et de déployer leurs meilleurs efforts raisonnables pour convaincre certains de ces actionnaires importants de conclure des contrats d'apport relatifs à l'Offre dès que possible avant la publication du Prospectus d'Offre. La Société s'est en outre engagée à faire en sorte qu'aucune action propre ne sera apportée à l'Offre et a confirmé que tous les membres du conseil d'administration et de la direction générale du groupe ont chacun confirmé qu'ils apporteront à l'Offre les Actions Schaffner qu'ils détiennent ou contrôlent directement ou indirectement.

- Pour autant que l'Offrante déclare que l'Offre a abouti, la Société s'est engagée à tenir une assemblée générale extraordinaire entre l'expiration de la Période d'Offre et deux (2) Jours de Négocie avant la date prévue de l'Exécution, et à proposer et recommander aux actionnaires (i) l'élection au conseil d'administration de la Société, au comité des rémunérations de la Société et à la présidence du conseil d'administration de cette dernière les personnes nommées par l'Offrante, dans chaque cas avec effet à compter de l'Exécution, (ii) la décotation des Actions Schaffner de la SIX et (iii) la décharge des membres démissionnaires du conseil d'administration de la Société.
- La Société s'est engagée à faire en sorte que tous les membres actuels du conseil d'administration de la Société démissionnent de leurs fonctions au sein du conseil d'administration de la Société et, le cas échéant, des conseils d'administration (ou organes équivalents) des Filiales de la Société, avec effet dès l'Exécution.
- La Société s'est engagée à continuer de conduire ses activités en tant que *going concern*, en tout temps entre la date de l'Accord Transactionnel jusqu'à l'Exécution, dans le cours ordinaire des affaires et de manière conforme à la pratique antérieure et au plan d'activités et au budget actuels, ainsi qu'avec la diligence requise, et à faire en sorte que le Groupe Schaffner en fasse autant. La Société s'est par ailleurs engagée à ne prendre certaines mesures, et à faire en sorte que chaque Filiale ne prenne certaines mesures, qu'avec l'accord préalable de l'Offrante, sous réserve des obligations découlant de la loi ou de la réglementation applicables.
- La Société s'est engagée à se conformer, et à faire en sorte que toutes ses Filiales et autres sociétés affiliées se conforment, à la *best price rule* figurant à l'art. 12 al. 1 OOPA en tout temps pendant la période courant de la date de signature de l'Accord Transactionnel jusqu'à la plus proche des dates suivantes : (i) le jour tombant six (6) mois après la fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation de l'Offre et (ii) la fin de l'Accord Transactionnel, et en particulier, sans limitation, à n'entreprendre aucun acte, et à faire en sorte que ses Filiales n'entreprennent aucun acte, qui déclencherait la *best price rule* selon l'art. 12 al. 1 let. b et l'art. 10 OOPA.

- Concernant le Plan d'Intéressement à Long Terme et les autres plans d'intéressement de la Société, la Société a convenu (a) de s'arranger pour que, moyennant l'accord de l'employé ou du membre du conseil d'administration de la Société en question, les actions déjà émises au bénéfice de cet employé ou membre du conseil d'administration, et qui sont bloquées selon le Plan d'Intéressement à Long Terme, seront apportées à l'Offre et le blocage sera levé à cette fin, de sorte que le prix de vente sera payé à l'employé ou membre du conseil d'administration concerné en conformité avec les termes de l'Offre, et (b) que toute Action Schaffner à délivrer à la direction au titre du Plan d'Intéressement à Long Terme pour l'exercice 2022/2023 et pour le premier trimestre de l'exercice 2023/2024 sera payée en espèces en appliquant le Prix de l'Offre, et que, de même, la rémunération au *pro-rata* des membres du conseil d'administration de la Société (dans la mesure où le Plan d'Intéressement à Long Terme prévoit le paiement en Actions Schaffner) sera payée en espèces, le montant devant être déterminé sur la base du Prix de l'Offre. Concernant (a), les actions resteront bloquées selon le Plan d'Intéressement à Long Terme au cas où l'Offre échouerait. Toutes ces mesures, décisions et attributions sont sujettes à la décision finale à cet égard de la COPA et de toute autre autorité compétente retenant qu'il n'y a pas de violation de la règle concernant le prix minimum, ni de la *best price rule* ou de toute autre disposition applicable du droit suisse des OPA. Dans la mesure où une telle mesure, décision ou attribution enfreindrait ces règles, le Plan d'Intéressement à Long Terme demeurerait inchangé et aucune des mesures, décisions ou attributions non-conformes ne serait mise en œuvre.
- L'Offrante s'est engagée à développer avec la Société un plan de licenciement concernant tout employé du groupe Schaffner qui serait licencié après l'Exécution, mais avec effet avant la fin 2024, afin de réaliser des synergies, mais non pour des motifs valables en raison de leur performance insuffisante. Toute indemnité de départ offerte au titre de ce plan de licenciement sera basée sur le nombre d'années de services et la contribution individuelle de tout employé concerné et visera pour tous les employés affectés une indemnité agrégée d'au moins trois (3) mois.
- Les parties se sont concédées certaines assurances et garanties usuelles pour ce type de transaction. Entre autres, la Société a garanti qu'au jour de l'Accord Transactionnel (i) elle n'a pris, proposé ou approuvé, depuis le 31 mars 2023, aucun acte qui aurait un effet dilutif sur les Actions Schaffner, (ii) elle n'a pris, proposé ou approuvé, depuis que la règle concernant le prix minimum a commencé à s'appliquer à la Société, aucun acte qui violerait la règle concernant le prix minimum, la *best price rule* ou tout autre règle du droit suisse des OPA, qui, dans chaque cas, serait susceptible d'aboutir à une augmentation du Prix de l'Offre, (iii) elle n'a pas connaissance de faits ou circonstances qui auraient dû être annoncés aux termes des règles de publicité événementielle de SIX Exchange Regulation et elle ne retient aucun fait ayant une influence sur les cours selon l'art. 54 du règlement de cotation de SIX Exchange Regulation et (iv) elle n'a pas connaissance de faits ou

circonstances qui pourraient significativement entraver l'Offre ou son succès. La Société a convenu de transmettre à l'Offrante, immédiatement avant la publication du Prospectus d'Offre et (le cas échéant) de toute publication d'une modification de l'Offre et avant l'expiration de la Période d'Offre, un certificat écrit émis par le président du conseil d'administration et le CEO de la Société, daté du jour en question, confirmant par écrit qu'à leur meilleure connaissance, les assurances données demeurent véridiques et correctes à la date en question.

- Dans les limites des lois applicable, la Société s'est engagée à soutenir toutes démarches raisonnablement proposées par l'Offrante en vue d'aboutir au contrôle de 100 % des Actions Schaffner, de décoter les Actions Schaffner de la SIX et de préparer et faciliter la combinaison et l'intégration du Groupe Schaffner avec et dans le Groupe Offrant.
- La Société s'est engagée à payer à l'Offrante un montant de CHF 3.2 million en guise de remboursement forfaitaire de coûts si l'Offre n'aboutit pas ou ne devient pas inconditionnelle pour une raison attribuable à une violation significative de l'Accord Transactionnel par la Société ou à l'incapacité de cette dernière de réaliser les Conditions de l'Offre se rapportant à (i) la démission de membres du conseil d'administration de la Société, (ii) l'absence de décisions défavorables de l'assemblée générale ou (iii) les restrictions concernant les acquisitions ou aliénations importantes et la souscription de dettes. L'Offrante s'est engagée à payer à la Société un montant de CHF 3.2 million en guise de remboursement forfaitaire de coûts si l'Offre n'aboutit pas ou ne devient pas inconditionnelle pour une raison attribuable à une violation importante de l'Accord Transactionnel par l'Offrante.
- TE Connectivity SA a convenu de faire en sorte qu'une garantie concernant l'obligation de paiement de l'Offrante soit fournie si nécessaire par TE Connectivity SA ou par une Filiale solvable et financièrement saine afin de satisfaire certains besoins de fonds en relation avec l'Offre.
- L'Accord Transactionnel peut être résilié avec effet immédiat (i) par accord mutuel écrit des deux parties, (ii) par chacune des parties si l'Offre n'aboutit pas ou est retirée en conformité avec les exigences légales applicables, (iii) par chacune des parties si l'Offrante déclare publiquement que l'Offre ne sera pas poursuivie ou a échoué, ou si l'Offrante renonce à lancer, continuer ou exécuter l'Offre en accord avec le droit suisse des OPA, ou si la COPA interdit le lancement, le maintien ou l'exécution de l'Offre, à condition que la partie cherchant à y mettre fin ne viole pas l'Accord Transactionnel, (iv) par chacune des parties si l'autre partie ne se conforme pas à une obligation importante ou viole les assurances et garanties données en vertu de l'Accord Transactionnel, à moins qu'il ne soit promptement et entièrement remédié à la violation par la partie en défaut, (v) par chacune des parties, si la Société conclut un contrat définitif avec une partie tierce concernant une transaction avec un tiers, étant précisé que la Société ne peut exercer son droit de

résiliation que si elle a rempli ses obligations figurant au paragraphe 3.3 (Non-sollicitation) de l'Accord Transactionnel et que l'Offrante a manqué d'améliorer son Offre de sorte à ce que la transaction avec le tiers ne puisse être considérée comme Meilleure Offre par le conseil d'administration de la Société, agissant diligemment, et (vi) par l'Offrante, si le conseil d'administration de la Société ou l'un de ses comités (a) ne recommande pas l'Offre de manière inconditionnelle aux actionnaires de la Société comme prévu par l'Accord Transactionnel, (b) retire, modifie ou assortit d'une réserve sa recommandation d'accepter l'Offre ou procède à une annonce à cet effet, ou (c) approuve ou recommande une transaction de tiers ou procède à une annonce à cet effet. S'il est mis fin à l'Accord Transactionnel selon ces dispositions, toutes les autres dispositions de l'Accord Transactionnel cessent de déployer leurs effets, à l'exception des articles 9 (Break fee), 10 (Termination) et 12 (Miscellaneous) de l'Accord Transactionnel.

3.2 Accords en lien avec l'Offre entre l'Offrante et des actionnaires de Schaffner

Le 16 août 2023, l'Offrante d'une part et BURU Holding AG et M. Philipp Buhofer d'autre part, ont conclu un engagement d'apport, en vertu duquel BURU Holding AG et M. Philipp Buhofer se sont engagés à apporter à l'Offre l'ensemble de leur Actions Schaffner librement transférables (109'155 Actions Schaffner, représentant 17.16% du capital-actions et des droits de vote de Schaffner).

Le 24 août 2023, l'Offrante a conclu des engagements d'apport additionnels individuels avec M. Marc Alexander Buhofer, M. Jörg Wolle, Matter Group AG et J. Safra Sarasin Investmentfonds SA, en vertu desquels chacune des quatre personnes et entités précitées se sont entre autres engagées à apporter à l'Offre l'ensemble des Actions Schaffner qu'elles détiennent (19'662 Actions Schaffner, représentant 3.09% du capital-actions et des droits de vote de Schaffner, détenues par M. Marc Alexander Buhofer ; 24'503 Actions Schaffner, représentant 3.85% du capital-actions et des droits de vote de Schaffner, détenues par M. Jörg Wolle ; 30'162 Actions Schaffner, représentant 4.74% du capital-actions et des droits de vote de Schaffner, détenues par Matter Group AG ; 55'014 Actions Schaffner, représentant 8.65% du capital-actions et des droits de vote de Schaffner, détenues par J. Safra Sarasin Investmentfonds SA). Par ailleurs, M. Marc Alexander Buhofer, M. Jörg Wolle, Matter Group AG et J. Safra Sarasin Investmentfonds SA se sont chacun, dans leur engagement d'apport respectif, engagés à ne pas acquérir d'Actions Schaffner supplémentaires ou des dérivés y relatifs dès la date de l'accord et jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel la règle du meilleur prix selon l'art. 10 OOPA s'applique.

3.3 Absence d'autres accords

Hormis les accords résumés ci-avant, il n'existe pas d'accords entre l'Offrante et ses actionnaires d'une part et Schaffner, les membres de son conseil

d'administration et de sa direction et ses actionnaires d'autre part, par rapport à, ou en lien avec, l'Offre.

3.4 Informations confidentielles

L'Offrante confirme au sens de l'art. 23 al. 2 OOPA que ni l'Offrante, ni les personnes agissant de concert avec l'Offrante au sens de l'art. 11 al. 1 OOPA (hormis Schaffner et ses Filiales) ont reçu, directement ou indirectement, de Schaffner des informations confidentielles concernant Schaffner qui pourraient influencer de manière significative la décision des destinataires de l'Offre, à l'exception des informations qui ont été rendues publiques dans le présent Prospectus d'Offre et dans le rapport du conseil d'administration de Schaffner (cf. Section F (*Rapport du Conseil d'administration de Schaffner selon l'art. 132 LIMF*)).

E Rapport de l'organe de contrôle selon l'art. 128 LIMF du 27 septembre 2023

Rapport de l'organe de contrôle conformément à l'article 128 de la loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés ("LIMF")

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LIMF, nous avons vérifié le prospectus d'offre de Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl ("**I'Offrant**"). Le rapport du conseil d'administration de la société cible et la fairness opinion de Banque Raiffeisen n'ont pas fait l'objet de notre vérification.

L'Offrant est responsable de l'établissement du prospectus d'offre. Notre mission consiste à vérifier et à apprécier le prospectus d'offre. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre vérification a été effectuée conformément à la Norme d'audit suisse 880 selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 128 LIMF doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du prospectus d'offre selon la LIMF et ses ordonnances soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les chiffres 4 à 7 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que les chiffres 1 et 3. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LIMF et ses ordonnances ont été respectées. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation

1. l'Offrant a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis soient disponibles à la date de l'exécution de l'offre;
2. les dispositions relatives aux offres de prise de contrôle, et en particulier les dispositions relatives au prix minimum, ont été respectées; et
3. la Best Price Rule a été respectée jusqu'à 27 septembre 2023.

De plus, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que:

4. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée;
5. le prospectus d'offre n'est pas exhaustif et exact aux dispositions de la LIMF et de ses ordonnances;
6. le prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF et ses ordonnances; et
7. les dispositions relatives aux effets de l'annonce préalable de l'offre n'ont pas été respectées.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (*Fairness Opinion*) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Ernst & Young SA

Marc Filleux
Partner

Nadia Schneider
Senior Manager

F Rapport du Conseil d'administration de Schaffner selon l'art. 132 LIMF¹

Le conseil d'administration de Schaffner Holding SA ("**Conseil d'Administration**"), dont le siège est à Luterbach, Suisse ("**Schaffner**" ou la "**Société**" et, avec ses filiales, le "**Groupe Schaffner**"), prend position par la présente, conformément à l'article 132 al. 1 de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers ("**LIMF**") et des articles 30 à 32 de l'ordonnance sur les offres publiques d'acquisition, sur l'offre publique d'acquisition ("**Offre**") de Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl, dont le siège est à Schaffhouse, Suisse ("**Offrant**" et, avec sa société mère ultime et ses filiales, le "**Groupe TE**"), sur

¹ Dans cette Section F (*Rapport du Conseil d'administration de Schaffner selon l'art. 132 LIMF*), des définitions divergeant partiellement du reste du Prospectus d'Offre sont utilisées.

toutes les actions nominatives de Schaffner détenues par le public, d'une valeur nominale de 32,50 francs suisses chacune (chacune étant une "**Action**").

I Recommandation du Conseil d'Administration et justification

1 Recommandation

Sur la base d'un examen approfondi de l'Offre et en tenant compte de l'attestation d'équité de Raiffeisen Schweiz Genossenschaft ("**Raiffeisen**"), qui fait partie intégrante du présent rapport ("**Rapport du Conseil d'Administration**") (voir section I.2.3 ci-dessous), le Conseil d'Administration, composé des membres mentionnés à la section II.1.1 ci-dessous, a décidé à l'unanimité, une fois avec tous les membres et une fois sous l'abstention de Philipp Buhofer, le 16 août 2023 de recommander aux actionnaires de Schaffner d'accepter l'Offre soumise par l'Offrant et a approuvé le contenu du présent Rapport du Conseil le 27 septembre 2023.

2 Raison d'être

Le Conseil d'Administration a négocié un accord de transaction ("**Accord de Transaction**") qui régit la période entre la publication de l'annonce préalable le 17 août 2023 ("**Annonce Préalable**") et le règlement de l'Offre ainsi que certains aspects de la poursuite des activités de Schaffner et a procédé à un examen approfondi de l'Offre. L'Offre est décrite plus en détail dans le prospectus d'Offre de l'Offrant ("**Prospectus d'Offre**").

2.1 Prix de l'Offre

Le prix offert par l'Offrant s'élève à CHF 505 net en espèces pour chaque Action ("**Prix de l'Offre**"). Le Prix de l'Offre implique une prime d'environ 79,1% par rapport au cours de clôture non affecté des Actions le 6 juin 2023 et une prime de 74,5% par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume ("**VWAP**") des Actions au cours des soixante (60) SIX jours de bourse précédant la publication de l'Annonce Préalable.

2.2 Conditions de l'Offre

L'Offre reste soumise aux conditions et autres termes énoncés dans le Prospectus d'Offre, y compris:

- à la fin de la période d'Offre (éventuellement prolongée), l'Offrant aura reçu des acceptations valides et irrévocables pour un nombre d'Actions représentant, avec les Actions que l'Offrant détiendra à ce moment-là, au moins 67 % du capital social entièrement dilué de Schaffner ;
- d'autres conditions d'Offre habituelles, telles que les approbations réglementaires, l'absence d'actions dilutives de la part de la Société, l'absence de changement négatif important dans l'activité, l'actif, le passif ou la situation de la Société, le remplacement du conseil d'administration de la société et

l'approbation par l'assemblée générale de la Société de la radiation des Actions.

Pour une description plus détaillée des conditions de l'Offre, veuillez-vous référer à la section A du Prospectus d'Offre. La période d'Offre débutera selon le Prospectus d'Offre le 13 octobre 2023 et la transaction devrait actuellement être finalisée d'ici le 14 décembre 2023.

2.3 Avis sur l'équité

Afin d'évaluer et de confirmer l'équité financière, le Conseil d'Administration a mandaté Raiffeisen pour agir en tant qu'expert indépendant et émettre une fairness opinion afin d'évaluer l'adéquation financière du Prix de l'Offre. Dans l'attestation d'équité datée du 7 septembre 2023, Raiffeisen a conclu, sur la base de son analyse, que le Prix de l'Offre est équitable et approprié d'un point de vue financier. Sur la base et sous réserve des hypothèses qui y sont exposées, Raiffeisen a déterminé, à la date d'évaluation du 16 août 2023 et sur la base d'une analyse DCF (Discounted Cash Flow) effectuée, d'une analyse de sensibilité DCF, d'une analyse des évaluations de sociétés cotées comparables, d'une analyse des évaluations d'acquisitions comparables et d'une analyse des primes payées lors de précédentes transactions d'acquisition, une valeur de CHF 452 par Action avec une fourchette de CHF 423 à CHF 482 par Action. Compte tenu des conclusions de la Fairness Opinion, de l'évolution du cours de l'Action au cours des dernières années et du Prix de l'Offre de CHF 505 par Action, le Conseil d'Administration est convaincu que les actionnaires de Schaffner ont reçu une Offre équitable et favorable.

L'attestation d'équité peut être commandée gratuitement en allemand, en français et en anglais auprès de Schaffner Holding SA, Investor Relations, Nordstrasse 11e, 4542 Luterbach, Suisse (courriel: investor-relations@schaffner.com) ou téléchargée à l'adresse suivante: <https://www.schaffner.com/investors>.

2.4 Raison d'être de l'entreprise

Schaffner est un leader du marché des solutions de filtrage industriel pour la compatibilité électromagnétique (CEM) et Offre un portefeuille complet de produits sur ce marché. Schaffner dispose d'un modèle commercial éprouvé, combinant des solutions personnalisées distribuées par le biais de ventes directes et des solutions standard vendues par l'intermédiaire de partenaires de distribution, avec une intégration et une transition transparentes entre les deux dans le cadre du développement de produits. Schaffner s'est imposé comme le leader de la technologie et de l'innovation dans ce domaine.

Le groupe TE est un leader mondial de la technologie industrielle qui crée un avenir plus sûr, durable, productif et connecté. Sa large gamme de solutions de connectivité et de détection, éprouvées dans les environnements les plus difficiles, permet des avancées dans les transports, les applications industrielles, la technologie médicale, l'énergie, les communications de données et la maison. Le groupe TE emploie plus de 85 000 personnes, dont plus de 8000 ingénieurs, qui travaillent avec des clients dans environ 140 pays.

Le Conseil d'Administration, avec l'aide de conseillers professionnels, a étudié de manière approfondie différentes alternatives stratégiques, y compris l'intégration dans le groupe TE. Les opportunités et les risques respectifs, y compris les risques liés à l'exécution de la transaction, ont été évalués et les intérêts de toutes les parties prenantes de Schaffner ont été soigneusement pris en compte.

Le Conseil d'Administration a conclu que l'Offre constituait une excellente opportunité stratégique pour Schaffner, avec une logique industrielle convaincante permettant de relever les défis futurs du marché à partir d'une position de force et de créer une valeur substantielle pour les parties prenantes. Les filtres CEM présentent un grand intérêt stratégique tant pour Schaffner que pour le groupe TE, car il s'agit d'un produit essentiel dans de nombreuses applications ciblées, telles que le contrôle des mouvements, la robotique, les machines industrielles, la technologie du bâtiment, la médecine, l'e-mobilité, etc. et parce qu'ils peuvent tirer parti de l'échelle du modèle mondial de commercialisation du groupe TE (OEM, sociétés EMS, distributeurs et utilisateurs finaux). Le groupe TE a l'intention d'intégrer ses propres activités dans le domaine des filtres à Schaffner, créant ainsi un leader du marché des filtres CEM bien positionné pour servir les clients et accroître sa part de marché.

Le groupe combiné bénéficiera d'un accès plus large au marché et d'une base de clientèle mondiale, en particulier parmi les grandes entreprises internationales. Grâce au réseau mondial de vente et de distribution, l'Offre de produits et de solutions de Schaffner atteindra un nombre beaucoup plus important de clients. En outre, TE est un important fournisseur stratégique et un partenaire d'innovation pour de nombreux clients clés dans les segments de marché de croissance privilégiés par Schaffner. Le Conseil d'Administration estime que Schaffner sera en mesure de tirer parti de cette position pour accélérer ses activités.

Le groupe TE a l'intention de préserver les facteurs clés de succès actuels de Schaffner afin de réaliser le plein potentiel de la combinaison. Grâce à son leadership technologique et à son expertise en matière d'innovation, Schaffner deviendra le "centre d'excellence CEM" mondial pour l'ensemble du groupe TE. Schaffner sera ainsi en mesure de mener à bien ses projets d'innovation et de produits sur plusieurs segments de marché stratégiques et de tirer parti de l'échelle et de l'expertise du groupe TE. Schaffner aura également accès au centre d'excellence du groupe TE pour l'automatisation de la fabrication, dont l'expertise peut être utilisée pour accroître encore l'efficacité de la production. Les sites de Schaffner devraient également bénéficier d'un volume de production supplémentaire. En outre, l'augmentation du volume des achats devrait améliorer la position de l'entreprise sur le marché des achats dans les domaines du fret, de la logistique, de l'approvisionnement en matières premières et dans d'autres domaines. Le Conseil d'Administration estime que tous ces facteurs contribueront à rendre l'entreprise combinée plus compétitive.

Grâce à la présence mondiale du groupe TE et à son envergure dans plusieurs pays et dans plusieurs segments de marché, les membres de l'équipe Schaffner sont censés avoir accès à des possibilités supplémentaires de développement et d'évolution de carrière.

Dans l'ensemble, le Conseil d'Administration estime que l'Offre est bénéfique non seulement pour les activités de Schaffner et ses clients, mais aussi pour les employés et les autres parties prenantes.

2.5 Retrait obligatoire et radiation de la liste

Au cas où, après la réalisation de l'Offre ("**Règlement**"), l'Offrant détiendrait plus de 98% des droits de vote de la Société, l'Offrant a l'intention de demander l'annulation des Actions restantes conformément à l'art. 137 LIMF auprès du tribunal compétent. Si, après le règlement, l'Offrant détient entre 90% et 98% des droits de vote de Schaffner, l'Offrant a l'intention d'indemniser les actionnaires minoritaires restants de Schaffner en espèces dans le cadre d'une fusion avec retrait obligatoire conformément à l'art. 8 al. 2 de la loi suisse sur la fusion.

Les actionnaires qui n'acceptent pas l'Offre peuvent donc être contraints de quitter la Société. Dans le cas d'une éventuelle fusion avec retrait obligatoire, l'indemnisation peut dans certains cas s'écarter du Prix de l'Offre. Les conséquences fiscales d'un retrait obligatoire par voie d'annulation ou d'une fusion avec retrait obligatoire sont décrites à la section H.7.2.2 du Prospectus d'Offre.

Après le règlement de l'Offre, l'Offrant a l'intention de faire radier les Actions de la cote de la SIX Swiss Exchange. La radiation de la cote peut compromettre de manière significative la capacité à négocier les Actions.

2.6 Accords avec les principaux actionnaires

En décidant de soutenir la transaction, le Conseil d'Administration a pris note du fait que les principaux actionnaires de Schaffner détenant (directement ou indirectement) 238.796 ou 37,55% de toutes les Actions ont chacun accepté contractuellement d'apporter leurs Actions (à l'exception de 300 Actions bloquées) à l'Offre.

2.7 Conclusion

Sur la base des considérations ci-dessus, le Conseil d'Administration est arrivé à la conclusion que l'Offre est dans le meilleur intérêt de Schaffner, de ses actionnaires, de ses employés, de ses clients et de ses fournisseurs et que le Prix de l'Offre est juste et approprié. Le Conseil d'Administration a donc décidé à l'unanimité de recommander aux actionnaires de Schaffner d'accepter l'Offre de l'Offrant.

3 Accords avec l'Offrant

Le 21 mars 2023, Schaffner et TE Connectivity Ltd, la société mère ultime de l'Offrant, ont signé un accord de confidentialité, suite à l'exécution duquel TE Group a été autorisé à mener une due diligence limitée concernant Schaffner.

En outre, Schaffner et l'Offrant ont conclu un Accord de Transaction le 16 août 2023, qui contient essentiellement des dispositions concernant le processus de reprise et les termes et conditions de l'Offre ainsi que les droits et obligations

respectifs de Schaffner et de l'Offrant en relation avec l'Offre. En particulier, l'Accord de Transaction fixe le Prix de l'Offre à offrir par l'Offrant et stipule que le Conseil d'Administration s'engage à soutenir l'Offre et à en recommander l'acceptation aux actionnaires de Schaffner. En outre, l'Accord de Transaction contient des obligations de Schaffner, qui comprennent notamment les éléments suivants (sous forme résumée):

- Schaffner a accepté de soutenir activement l'Offre et de s'abstenir de tout ce qui pourrait affecter l'Offre ou son succès, sous réserve des exigences légales. Cela comprend également les travaux préparatoires admissibles en vue d'un rapprochement harmonieux entre Schaffner et l'Offrant.
- Schaffner s'est engagé à ne pas solliciter, initier, proposer ou négocier, ou poursuivre des discussions ou des négociations concernant une transaction avec un tiers. Toutefois, Schaffner est autorisée, en réponse à une Offre écrite non sollicitée d'acquisition de toutes les Actions Schaffner ou de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de Schaffner, que le Conseil d'Administration juge en toute bonne foi et après consultation de son conseiller financier, être raisonnablement en mesure de réaliser rapidement, de financer et d'exécuter une Offre qui, dans l'ensemble et compte tenu de tous les aspects pertinents, est plus favorable à la Société et à ses actionnaires que l'Offre (la transaction pour laquelle cette proposition est faite est une "**Meilleure Offre**") et, après avoir notifié la Meilleure Offre à l'Offrant, de fournir des informations au tiers concerné et de participer à des discussions et à des négociations avec lui.
- Schaffner s'est engagé à ce que ni le Conseil d'Administration ni aucun de ses comités (i) ne révoque, ne retire ou ne modifie sa résolution de recommander l'acceptation de l'Offre ou l'approbation du Rapport du Conseil d'Administration ou de sa publication, (ii) ne retire, ne modifie ou ne qualifie d'une manière défavorable à l'Offrant la recommandation de l'Offre ou du Rapport du conseil d'Administration, (iii) n'approuve ou ne conclue une lettre d'intention, un accord d'acquisition ou un accord similaire relatif à une transaction avec un tiers, (iv) n'approuve ou ne recommande, ou n'annonce publiquement d'approuver ou de recommander, une transaction avec un tiers ou (v) dans chacun des cas (i) à (iv) ci-dessus, faire une annonce à cet effet, à *moins que*, dans chaque cas, jusqu'au jour de bourse précédant l'expiration de la période d'Offre principale, une Meilleure Offre soit soumise au Conseil d'Administration de la Société et que le Conseil d'Administration de la Société détermine de bonne foi, après consultation de son conseiller juridique externe et de son conseiller financier, que le tiers qui a fait cette Meilleure Offre n'est pas en mesure de l'approuver ou de la recommander, ou qu'il ne l'a pas fait, que le tiers qui a fait cette Meilleure Offre est capable de la faire, de la financer et de la réaliser dans un délai raisonnable, auquel cas la Société et le Conseil d'Administration de la Société seront autorisés à prendre les mesures visées aux points (i) à (v) ci-dessus ; à condition, toutefois, qu'avant de prendre une telle mesure, la Société ait notifié l'Offrant de la Meilleure Offre, qu'elle ait donné à l'Offrant la possibilité de soumettre une Meilleure

Offre et que l'Offrant n'ait pas soumis cette Meilleure Offre dans le délai convenu.

- Schaffner s'est engagé à exercer ses activités dans le cours normal des affaires, conformément aux pratiques antérieures et sur la base du budget actuel, ainsi qu'avec la diligence requise à partir de la date de l'Accord de Transaction jusqu'au règlement, et à n'exécuter certaines affaires qu'avec le consentement de l'Offrant, à moins que les lois applicables ne l'exigent, que l'information ne soit divulguée en toute transparence ou que le Conseil d'Administration n'ait retiré ou modifié sa recommandation de l'Offre. Schaffner s'est en outre engagé à déployer des efforts commercialement raisonnables pour préserver l'essentiel de son organisation commerciale et de son fonds de commerce, à conserver les services de ses dirigeants et de ses employés et à préserver les relations avec les personnes entretenant des relations d'affaires avec le groupe Schaffner.
- L'Offrant a accepté de développer un plan de licenciement avec Schaffner pour tout employé du groupe Schaffner qui sera licencié après le règlement mais avec effet avant la fin de l'année 2024 pour réaliser des synergies de coûts et non pour des raisons valables (*zureichende Gründe*) en raison de leur performance insuffisante. Toute indemnité de départ offerte dans le cadre de ce plan de départ sera basée sur les années de service et la contribution individuelle de tout employé concerné et visera pour tous les employés concernés une indemnité de départ d'une durée totale non inférieure à trois mois.

Un résumé détaillé du contenu de l'Accord de Transaction se trouve à la section D.3.1 du Prospectus d'Offre.

II Informations complémentaires requises par le droit Suisse sur les offres publiques d'acquisition

1 Conflits d'intérêts potentiels du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

1.1 Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de Schaffner est composé de quatre (4) membres: Markus Heusser (président), Philipp Buhofer (vice-président), Gerhard Pegam et Andrea Tranel.

Si l'Offre est acceptée, tous les membres du Conseil d'Administration démissionneront de leurs fonctions à compter du règlement de l'Offre.

Philipp Buhofer et BURU Holding SA ont conclu un accord d'apport avec l'Offrant. Philipp Buhofer est un actionnaire important de BURU Holding SA. Aucun autre membre du Conseil d'Administration n'a conclu de relation contractuelle ou autre avec l'Offrant. Aucun membre du Conseil d'Administration n'a été élu à la demande de l'Offrant ou n'exerce son mandat selon les instructions de l'Offrant.

Les membres du Conseil d'Administration ne sont ni employés ni membres d'un organe de l'Offrant ou d'une société ayant une relation d'affaires significative avec l'Offrant. Tous les membres du Conseil d'Administration ont exprimé leur intention d'apporter les Actions qu'ils détiennent à l'Offre.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Administration a conclu qu'il ne pouvait pas exclure totalement un conflit d'intérêts de la part de Philipp Buhofer. Aucun autre membre du Conseil d'Administration n'a de conflit d'intérêts en relation avec l'Offre. Par conséquent, le Conseil d'Administration a décidé de conclure l'Accord de Transaction et de recommander l'Offre une fois avec et une fois sans le vote de Philipp Buhofer.

A l'exception des faits décrits à la section II.2 ci-dessous, l'Offre n'a pas de conséquences financières pour les membres du Conseil d'Administration.

1.2 Comité Exécutif

La direction du groupe Schaffner est composée de Marc Aeschlimann (PDG, chef de la division industrielle) et de Christian Herren (directeur financier) (le "**Comité Exécutif**").

Aucun membre du Comité Exécutif n'a noué de relation contractuelle ou autre avec l'Offrant. L'Offrant a l'intention de poursuivre l'exploitation de Schaffner sous la direction actuelle. Les membres du Comité Exécutif ne sont ni employés ni membres d'un organe de l'Offrant ou d'une société ayant des relations d'affaires importantes avec l'Offrant.

Par conséquent, aucun membre du Comité Exécutif n'a de conflit d'intérêts en rapport avec l'Offre.

A l'exception des faits décrits à la section II.2 ci-dessous, l'Offre n'a pas de conséquences financières pour les membres du Comité Exécutif.

2 Conséquences financières possibles de l'Offre pour les membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

2.1 Plans de participation - Aperçu et conséquences de l'Offre sur les plans de participation

2.1.1 Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Pour leurs services au sein du Conseil d'Administration, en particulier pour la préparation et la participation aux réunions du Conseil, les membres du Conseil d'Administration reçoivent des honoraires annuels fixes en espèces. Pour leur travail au sein des comités du Conseil d'Administration (actuellement, le comité de nomination et de rémunération et le comité de risque et d'audit), les membres du Conseil d'Administration reçoivent, en plus de l'honoraire fixe, un honoraire annuel forfaitaire de comité, qui diffère entre le président du comité et les autres membres du comité. Cette indemnité forfaitaire n'est versée qu'une seule fois par personne, même si le bénéficiaire est membre de plus d'un comité du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a décidé que le président du Conseil d'Administration recevrait une rémunération de 3 000 francs suisses par jour de

travail supplémentaire avéré en lien avec l'Offre ou avec une transaction alternative, indépendamment de son succès et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres du Conseil d'Administration participent au plan d'incitation à long terme ("**LTIP**", voir également ci-dessous) qui récompense le Conseil d'Administration pour sa contribution au succès continu du groupe. Le LTIP prévoit un nombre fixe d'actions cibles par participant et par an, le nombre d'Actions dépendant de la fonction au sein du Conseil d'Administration.

2.1.2 Rémunération des membres du Comité Exécutif

Les membres du Comité Exécutif reçoivent un salaire de base fixe, versé mensuellement. Le montant est déterminé par le Conseil d'Administration individuellement pour chaque membre et sur une base discrétionnaire, en tenant compte du rôle et du niveau de responsabilité de l'individu. Les membres du Comité Exécutif reçoivent en outre une rémunération variable en espèces, basée sur les performances. Elle est liée à la réalisation d'objectifs financiers de l'entreprise et d'objectifs personnels. Les objectifs financiers de l'entreprise sont fixés chaque année à l'avance pour une période de performance d'un an. Pour l'exercice 2022/23, ces objectifs étaient le chiffre d'affaires net du groupe, l'EBIT du groupe et le flux de trésorerie disponible du groupe pour les deux membres du Comité Exécutif. Les objectifs annuels personnels sont fixés individuellement pour chaque membre du Comité Exécutif avant le début de la période d'évaluation. Ils sont liés aux projets en cours, aux objectifs stratégiques convenus, ainsi qu'aux performances et au développement de l'entreprise à plus long terme. La réalisation des objectifs est évaluée par le Conseil d'Administration après la fin de l'année fiscale. Le montant cible est fixé contractuellement et ne peut excéder 50 % de la rémunération fixe. La rémunération variable en espèces peut augmenter jusqu'à un maximum de 150 % du montant cible si tous les objectifs sont largement dépassés, et peut tomber à 0 % du montant cible si les objectifs ne sont pas atteints. La Société et le PDG ont conclu un accord de rétention pour le paiement de 300 000 CHF qui dépend, entre autres, du fait que le contrat de travail du PDG ne soit pas résilié avant la fin de l'année civile. Un accord de rétention identique a été conclu avec le directeur financier pour un montant de 200 000 francs suisses. Ces deux accords ne sont pas conditionnés par l'Offre, mais visent à garantir le maintien des deux cadres clés et à les rémunérer pour le travail supplémentaire qu'ils effectuent.

En guise de rémunération à long terme, les membres du Comité Exécutif participent au LTIP et se voient attribuer chaque année un nombre variable d'Actions.

2.1.3 Plan d'incitation à long terme (LTIP)

Le Conseil d'Administration a mis en place le LTIP avec effet depuis l'exercice 2018/2019. Le LTIP est une attribution d'Actions sous forme d'Actions restreintes qui récompense le Conseil d'Administration, le Comité Exécutif et certains membres de la haute direction du Groupe pour leur contribution au succès continu du Groupe. Le LTIP prévoit un nombre fixe d'actions cibles par

participant. Le nombre d'actions cibles à attribuer dépend de la fonction du participant au sein du groupe et du rapport avec la rémunération cible totale. Le nombre final d'Actions effectivement attribuées et transférées à un participant sera déterminé chaque année par l'organe compétent sur la base du nombre d'actions cibles attribuées multiplié par le facteur de réalisation, le nombre d'Actions à attribuer aux membres du Conseil d'Administration étant fixe. Toute attribution aux membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif est approuvée par le Conseil d'Administration sur proposition du comité de nomination et de rémunération.

Les Actions effectivement attribuées dans le cadre du LTIP sont soumises à une période de restriction minimale de trois ans ("**Période de Restriction**") à compter de la date d'attribution (ces Actions restreintes, les "**Actions Restreintes**"). Le Conseil d'Administration, sur proposition du comité de nomination et de rémunération, fixe la Période de Restriction applicable annuellement et sur une base individuelle pour chaque attribution. À l'expiration de la Période de Restriction, le participant est libre de disposer de ses Actions, sous réserve des restrictions applicables telles que les périodes d'interdiction, les informations d'initiés et autres restrictions de vente applicables.

Les participants qui quittent le groupe peuvent conserver les Actions qui ont déjà été effectivement attribuées dans le cadre du LTIP. Ces Actions attribuées restent toutefois bloquées jusqu'à l'expiration de la Période de Restriction correspondante. En cas de changement de contrôle, les Actions Restreintes peuvent être libérées sur décision du Conseil d'Administration.

Compte tenu des résultats prévisibles de l'année en cours et des avancées en matière de mise en œuvre de la stratégie, le Conseil d'Administration a décidé de fixer le facteur de réalisation pour l'attribution d'Actions au management à 150% pour l'exercice 2022/23 et le premier trimestre de l'exercice 2023/24.

2.2 Actions et droits détenus par les membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

2.2.1 Conseil d'Administration

À la date du présent Rapport, les membres du Conseil d'Administration détiennent les nombres d'Actions suivants:

Nom	Actions non re-streintes	Actions Schaffner re-streintes
Markus Heusser	105	0
Philip Buhofer (y compris les Actions détenues par BURU Holding SA)	109 155	300
Gerhard Pegam	576	300
Andrea Tranel	0	200

Ces chiffres ne comprennent pas les Actions qui seront attribuées pour la période allant de la dernière assemblée générale jusqu'au moment où les membres du Conseil d'Administration démissionneront en cas de règlement ou, si l'Offre n'aboutit pas, leur mandat prendra fin à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire.

2.2.2 Comité Exécutif

À la date du présent Rapport du Conseil, les membres du Comité Exécutif détiennent les nombres d'Actions suivants:

Nom	Actions non re-streintes	Actions Schaffner re-streintes
Marc Aeschlimann, PDG	1418	1050
Christian Herren, directeur financier	411	325

Ces chiffres ne comprennent pas les Actions qui seront attribuées pour l'exercice 2022/23 et le premier trimestre de l'exercice 2023/24.

2.3 Rémunération et avantages

Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient d'aucune rémunération, indemnité de départ ou autre avantage à la suite de l'Offre. En outre, aucun membre du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif n'a reçu de prêt ou de crédit de la part de la Société ou de l'Offrant.

Les membres du Comité Exécutif ne bénéficient d'aucune indemnité de départ et leurs contrats de travail ne contiennent aucune clause de changement de contrôle. Seul le LTI contient une clause de changement de contrôle permettant au Conseil d'Administration de lever la période de blocage.

Dans l'Accord de Transaction, l'Offrant s'est engagé (i) à s'assurer que la Société et ses filiales mettront la décharge des personnes qui, au moment de la signature de l'Accord de Transaction et/ou de l'exécution de l'Offre, sont membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif, respectivement membres du Conseil d'Administration ou du management exécutif des filiales de la Société, à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale extraordinaire et de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société et de ses filiales, respectivement (ii) à exercer tous les droits de vote qu'il détient dans la Société et ses filiales, (ii) à voter toutes les Actions qu'il détient dans la Société et ses filiales, directement ou indirectement, en faveur de la décharge des personnes mentionnées au point (i) ci-dessus, respectivement à s'assurer que les droits de vote sont exercés de cette manière et (iii) à renoncer à toute réclamation contre les personnes mentionnées au point (i) ci-dessus en relation avec les actes ou omissions commis dans l'exercice de leurs fonctions en tant que membres du Conseil d'Administration ou du Comité Exécutif, respectivement en tant que membres du Conseil d'Administration ou du management exécutif d'une filiale de la Société, à l'exception des actes ou omissions délibérés, frauduleux ou de négligence grossière.

3 Accords contractuels et autres liens avec l'Offrant

Hormis l'accord de confidentialité signé le 21 mars 2023 et l'Accord de Transaction, il n'existe aucun accord contractuel ou autre lien entre Schaffner et ses organes sociaux et l'Offrant ou, respectivement, les entités du groupe TE.

4 Intentions des actionnaires détenant 3 % ou plus des droits de vote

À la connaissance du Conseil d'Administration, au moment de la publication du présent Rapport, les actionnaires suivants détiennent 3 % ou plus des droits de vote de Schaffner:

Actionnaire	Nombre d'Actions*	Pourcentage*
BURU Holding SA (bénéficiaires effectifs: Elisabeth Buhofer-Rubli, Philipp Buhofer, Annelies Häcki-Buhofer, Erbengemeinschaft M. Buhofer)	109 455	17.21%
J Safra Sarasin Investmentfonds SA	55 014	8.65%
RoPAS (CH) Institutional Fund - Equities Switzerland (5.66%) (Investisseurs collectifs, Détenteur de licence: UBS Fund Management (Switzerland) SA, Aeschenvorstadt 1, 4052 Basel, Schweiz)	58 960	9.271%
Jörg Wolle	24 503	3.85%
Arpad Eden Lombard-Martin	19 630	3.09%
Marc Buhofer	19 662	3.09%
Matter Group SA	30 162	4.74%

* Tel que publié auprès de l'Office de la publicité des participations de la SIX et modifié sur la base des divulgations faites à la Commission des OPA.

Le 16 août 2023, BURU Holding SA et Philipp Buhofer ont signé une convention d'apport, selon laquelle ils conviennent d'apporter leurs Actions susmentionnées à l'Offre, à l'exception de 300 Actions Restreintes détenues par Philipp Buhofer en sa fonction de membre du conseil d'administration. Le 24 août 2023, J. Safra Sarasin Investmentfonds SA, Jörg Wolle, Marc Buhofer et Matter Group SA ont chacun conclu avec l'Offrant des conventions d'apport séparées portant sur leurs Actions et prévoyant l'obligation d'apporter leurs Actions à l'Offre.

Le Conseil d'Administration n'a pas connaissance des intentions des autres actionnaires qui détiennent 3 % ou plus des droits de vote de Schaffner dans le cadre de l'Offre.

5 Mesures de défense selon l'art. 132 al. 2 LIMF

Le Conseil d'Administration n'a pris aucune mesure défensive contre l'Offre et n'a pas l'intention d'en prendre à l'avenir ou de proposer de telles mesures défensives à une assemblée générale extraordinaire.

6 L'information financière: Changements significatifs dans l'actif et le passif, la situation financière, les profits et les pertes et les perspectives commerciales

Le rapport annuel au 30 septembre 2022 de Schaffner a été publié le 6 décembre 2022. En outre, le 4 mai 2023, Schaffner a publié son rapport semestriel au 31 mars 2023. En outre, la Société a établi un rapport intermédiaire au 30 juin 2023. Les rapports annuels et semestriels ainsi que le rapport intermédiaire au 30 juin 2023 sont disponibles sur <https://www.schaffner.com/investors/reports-and-presentations>.

Outre la transaction à laquelle se réfère le présent Rapport, le Conseil d'Administration n'a pas connaissance de changements significatifs dans l'actif et le passif, la situation financière, les bénéfices et les pertes et les perspectives commerciales de Schaffner depuis le 30 juin 2023, qui pourraient influencer la décision des actionnaires de Schaffner concernant l'Offre de l'Offrant.

Luterbach, 27 septembre 2023

Au nom du Conseil d'Administration de Schaffner Holding SA

Markus Heusser

Président du Conseil d'Administration

G Décision de la Commission des OPA

Le 27 septembre 2023, la COPA a rendu la décision 849/03 dans l'affaire *Schaffner Holding AG* et a décidé ce qui suit (traduction non officielle de l'original allemand) :

- "1. L'offre publique d'acquisition de Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl aux actionnaires de Schaffner Holding SA est conforme aux dispositions de la Loi fédérale sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés et de ses ordonnances d'exécution.*
- 2. Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl est tenue de publier le dispositif de la présente décision avec le prospectus d'offre.*
- 3. La présente décision sera publiée sur le site internet de la Commission des OPA après la publication du prospectus d'offre de Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl.*
- 4. Les frais à la charge de Tyco Electronics (Suisse) Holding II Sàrl s'élèvent à CHF 138'712."*

H Mise en œuvre de l'Offre

1 Information

Les actionnaires de Schaffner qui détiennent des Actions Schaffner dans leur dépôt bancaire seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire et sont priés de suivre les instructions de la banque dépositaire.

Les actionnaires de Schaffner qui détiennent des Actions Schaffner chez eux ou dans un coffre-fort dans une banque seront informés de l'Offre par le responsable du registre des actions et sont priés de suivre les instructions du responsable du registre des actions.

2 Banque mandatée

ZKB, ayant son siège à Zurich, Suisse, a été mandatée par l'Offrante pour l'exécution de l'Offre.

3 Actions Schaffner apportées

Les Actions Schaffner apportées seront comptabilisées sur le numéro de valeur suisse séparé 129873386 (ISIN: CH1298733861; deuxième ligne, non négociable), bloquées par la banque dépositaire correspondante et ne peuvent être ni négociées ni transférées.

4 Paiement du Prix de l'Offre/Date d'Exécution

Le paiement du Prix de l'Offre pour les Actions Schaffner qui auront été valablement apportées durant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation est prévu le ou vers le 14 décembre 2023 ("**Date d'Exécution**"). En cas de prolongation de la Période d'Offre conformément à la Section A5 (*Période d'Offre*) ou de Report de l'Exécution conformément à la Section A7.3 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*), la Date d'Exécution sera reportée en conséquence.

5 Squeeze-out et décotation

Comme indiqué à la Section D2 (*Intentions de l'Offrante concernant Schaffner, son conseil d'administration et sa direction*), après l'Exécution de l'Offre, l'Offrante prévoit de demander l'annulation des Actions Schaffner restant en mains du public conformément à l'art. 137 LIMF, ou de fusionner Schaffner avec l'Offrante ou une Filiale suisse de l'Offrante, les actionnaires publics de Schaffner restants recevant, dans les limites autorisées par la loi, un dédommagement (en espèce), mais pas d'actions de l'entité absorbante. En outre, l'Offrante a l'intention de demander à Schaffner de requérir, après l'Exécution de l'Offre, la décotation des Actions Schaffner auprès de la SIX Exchange Regulation, conformément aux règlements de la SIX Exchange Regulation.

6 Frais et impôts

Pendant la Période d'Offre et le Délai Supplémentaire d'Acceptation, l'apport à l'Offre d'Actions Schaffner qui sont déposées auprès de banques en Suisse

s'effectue sans frais ni charge fiscale. Le droit de timbre de négociation est pris en charge par l'Offrante.

7 Conséquences fiscales possibles

Il est expressément recommandé à tous les actionnaires et ayants droits économiques de Schaffner de faire apprécier les impacts fiscaux de cette Offre ainsi que de son acceptation, respectivement de son refus, par leur propre conseiller fiscal à propos des conséquences fiscales suisses et, le cas échéant, étrangères qui s'appliquent à eux.

De manière générale, les conséquences fiscales pour les actionnaires de Schaffner qui apportent leurs actions sont les suivantes :

7.1 Conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui APPORTENT leurs Actions Schaffner à l'Offre

Aucun impôt anticipé suisse ne sera prélevé sur la vente d'Actions Schaffner dans le cadre de la présente Offre.

Il est probable que les actionnaires de Schaffner ayant leur domicile fiscal en Suisse et apportant leurs Actions Schaffner à l'Offre subissent les conséquences fiscales suisses suivantes en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques et d'impôt sur le bénéfice des personnes morales :

- De manière générale, les actionnaires détenant leurs Actions Schaffner dans leur fortune privée et apportant leurs Actions Schaffner à l'Offre réalisent soit un gain en capital privé non soumis à l'impôt, soit une perte en capital fiscalement non déductible.
- Les actionnaires détenant leurs Actions Schaffner dans leur fortune commerciale ou qui ont la qualité de commerçants professionnels de titres, qui apportent leurs Actions Schaffner à l'Offre réalisent soit un gain en capital imposable, soit une perte en capital fiscalement déductible, en fonction de la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu de leurs Actions Schaffner.

Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt suisse sur le bénéfice des personnes morales, à moins que leurs Actions Schaffner ne soient attribuées à un établissement stable ou à une installation fixe d'affaires en Suisse. Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse sont toutefois tenus de vérifier les conséquences fiscales qui peuvent se présenter dans le pays dans lequel ils séjournent ou sont établis.

7.2 Conséquences fiscales suisses pour les actionnaires qui N'APPORTENT PAS leurs Actions Schaffner à l'Offre

7.2.1 Si l'Offrante détient plus de 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution

Si TE Connectivity SA et ses Filiales (y compris l'Offrante) détiennent plus de 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution, l'Offrante a l'intention de demander l'annulation des Actions Schaffner encore en mains du public, conformément à l'article 137 LIMF. Dans un tel cas de figure, les conséquences fiscales suisses pour les détenteurs d'Actions Schaffner seront les mêmes que s'ils avaient apporté leurs Actions Schaffner à l'Offre (voir ci-avant).

7.2.2 Si l'Offrante détient entre 90% et 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution

Si TE Connectivity SA et ses Filiales directes ou indirectes (y compris l'Offrante) détiennent entre 90% et 98% des droits de vote de Schaffner après l'Exécution, l'Offrante prévoit de fusionner avec Schaffner, ou de fusionner Schaffner avec une Filiale suisse contrôlée directement ou indirectement par l'Offrante, dans chaque cas conformément à l'article 8 al. 2 et l'article 18 al. 5 de la Loi sur la fusion, avec dédommagement des actionnaires publics restants (en espèces) et sans contre-prestation au moyen d'actions dans la société reprenante.

- Le dédommagement versé aux actionnaires minoritaires restants de Schaffner (indépendamment du lieu de leur domicile fiscal) dans le cadre de la fusion *squeeze-out* peut, selon la structure que prendra cette dernière et le dédommagement, être sujet à un impôt anticipé suisse de 35%, retenu sur la différence entre (i) le montant du dédommagement et (ii) la somme de la valeur nominale des Actions Schaffner concernées et de la part proportionnelle des réserves issues d'apports en capital de Schaffner attribuables aux Actions Schaffner respectives. Suivant le statut fiscal et le domicile fiscal de l'actionnaire, l'impôt anticipé est entièrement, partiellement ou pas du tout remboursé.
- Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Schaffner dans leur fortune privée pourraient réaliser un gain imposable sur la différence entre (i) le montant du dédommagement et (ii) la somme de la valeur nominale des Actions Schaffner concernées et de la part proportionnelle des réserves issues d'apports en capital de Schaffner attribuables aux Actions Schaffner respectives.
- Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en Suisse et qui détiennent leurs Actions Schaffner dans leur fortune commerciale, par exemple les actionnaires qualifiés de commerçants professionnels de titres, réalisent soit un gain en capital imposable, soit une perte en capital fiscalement déductible, en fonction de la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu de leurs Actions Schaffner.

Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt suisse sur le bénéfice des personnes morales, à moins que leurs Actions Schaffner ne soient attribuées à un établissement stable ou à une installation fixe d'affaires en Suisse. Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse sont toutefois tenus de vérifier les conséquences fiscales qui peuvent se présenter dans le pays dans lequel ils séjournent ou sont établis. Voir ci-avant en ce qui concerne l'impôt anticipé suisse.

I Calendrier indicatif

28 septembre 2023	Publication du Prospectus d'Offre
29 septembre 2023	Début du Délai de Carence
12 octobre 2023	Fin du Délai de Carence
13 octobre 2023	Début de la Période d'Offre
10 novembre 2023	Fin de la Période d'Offre, 16:00 heures HEC*
13 novembre 2023	Publication du résultat intermédiaire provisoire*
16 novembre 2023	Publication du résultat intermédiaire définitif*
17 novembre 2023	Début du Délai Supplémentaire d'Acceptation*
30 novembre 2023	Fin du Délai Supplémentaire d'Acceptation, 16:00 heures HEC*
1 décembre 2023	Publication du résultat final provisoire*
6 décembre 2023	Publication du résultat final définitif*
7 décembre 2023	Assemblée générale extraordinaire*
14 décembre 2023	Exécution de l'Offre*

* L'Offrante se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre selon le paragraphe A5 (*Période d'Offre*) une ou plusieurs fois, ce qui entraînerait un décalage des dates susmentionnées. Par ailleurs, l'Offrante se réserve le droit de reporter l'Exécution de l'Offre selon le paragraphe A7.3 (*Durée des Conditions de l'Offre et Report de l'Exécution*).

J Droit applicable et for

L'Offre, ainsi que tous les droits et obligations qui en découlent ou qui sont liés à l'Offre, sont régis par le droit matériel suisse et interprétés conformément à celui-ci. Le for judiciaire exclusif pour tous les litiges découlant de l'Offre ou en rapport avec celle-ci est à Zurich 1, Suisse.

K Publications

Le présent Prospectus d'Offre ainsi que toutes les autres publications de l'Offrante en lien avec l'Offre sont publiés sur le site internet de l'Offrante (<https://www.emc-power-offer.com>) et sont communiqués sous forme électronique aux médias principaux suisses, aux prestataires d'information importants actifs en Suisse, aux médias électroniques de distribution d'informations boursières importants, ainsi qu'à la Commission des OPA.

Le présent Prospectus d'Offre peut être obtenu sans frais en langues allemande, française et anglaise auprès de la Banque Cantonale de Zurich, Bahnhofstrasse 9, 8001 Zurich, Suisse (email : prospectus@zkb.ch; téléphone : +41 44 292 20 22).